

4. 討議議事録 (M/D)

**PROCES-VERBAL DES DISCUSSIONS SUR  
L'ETUDE DU CONCEPT DE BASE  
POUR  
LA 5<sup>EME</sup> PHASE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE  
ARTISANALE  
EN REPUBLIQUE DE GUINEE**


Sur la base de la requête du gouvernement de la République de Guinée (désignée ci-après "la Guinée"), le gouvernement du Japon a décidé d'exécuter une étude du concept de base pour la « 5<sup>ème</sup> phase du projet de développement de la pêche artisanale (désigné ci-après "le Projet") et l'a confiée à l'Agence Japonaise de Coopération Internationale, personne morale de l'administration indépendante (désignée ci-après "la JICA").

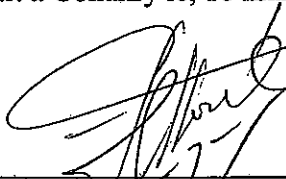
La JICA a délégué en Guinée une mission d'étude du concept de base (désignée ci-après "la Mission") dirigée par M. SHIBUSAWA, Chef d'équipe du 3<sup>ème</sup> groupe de la gestion des projets, département de la coopération financière non-remboursable de la JICA, et y séjournera du 26 février au 22 mars 2006.

La Mission a tenu une série de discussions avec les autorités compétentes du gouvernement guinéen et a effectué des études sur place dans la zone concernée.

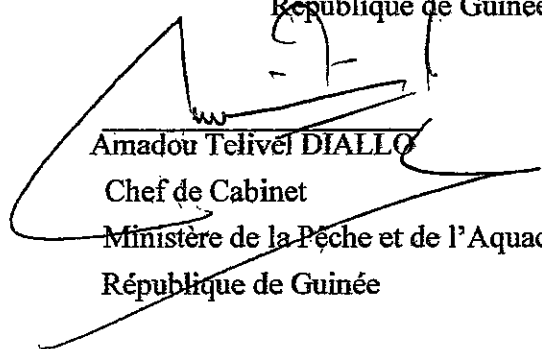
A l'issue des discussions et des études sur place, les deux parties ont convenu des points essentiels mentionnés dans le " Complément ". La Mission continuera à approfondir les études et établira un rapport de l'étude du concept de base.

Fait à Conakry le, 16 mars 2006

  
\_\_\_\_\_  
M. Takao SHIBUSAWA  
Chef de Mission de l'étude du concept de base  
Agence Japonaise de Coopération Internationale  
(JICA)

  
\_\_\_\_\_  
M. Sékouba BANGOURA  
Directeur National de la Coopération  
Direction Nationale de la Coopération  
Ministère de la Coopération  
République de Guinée



  
\_\_\_\_\_  
Amadou Teliwé DIALLO  
Chef de Cabinet  
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture  
République de Guinée

## COMPLEMENT

### 1. Objectif du présent Projet

Le présent Projet a pour objectif de contribuer au développement de la pêche artisanale tout en faisant l'extension du port de pêche artisanale de Boulbinet, en y fournissant les équipements, de sorte que l'encombrement y soit réduit.

### 2. Site du Projet

Le site du Projet est le port de pêche artisanale de Boulbinet situé dans la ville de Conakry comme indiqué dans l'ANNEXE-1 ci-joint.

### 3. Organe responsable et organe d'exécution

3-1. L'organe responsable est le Ministère de la Coopération.

3-2. L'organe d'exécution est le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture.

3-3. L'organigramme du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture est indiqué dans l'ANNEXE-2.

### 4. Contenu de la requête de la partie guinéenne

A l'issue des discussions avec la Mission, la partie guinéenne a finalement formulé la requête portant sur les composantes par ordre de priorité indiquée à l'ANNEXE-3. La JICA examinera par la suite la pertinence du contenu de cette requête et recommandera son approbation au gouvernement du Japon.

### 5. Système de la Coopération financière non-remboursable du Japon

5-1. La Mission a expliqué à la partie guinéenne le système de la Coopération financière non-remboursable du Japon indiqué à l'ANNEXE-4, et la partie guinéenne l'a compris.

5-2. La partie guinéenne s'est engagée à prendre les mesures indiquées à l'ANNEXE-5 nécessaires au bon déroulement du Projet, ce qui constitue les conditions de réalisation du Projet pour la Coopération financière non-remboursable du Japon.

### 6. Calendrier de l'étude

6-1. Les deux parties ont convenu que le calendrier d'étude du Projet risquerait d'être

X

4  
C

—

changé en cas de force majeure.

- 6-2. Les Consultants continueront leurs études en Guinée jusqu'au 22 mars 2006.
- 6-3. La JICA préparera le rapport abrégé de l'étude du concept de base en français, et enverra une Mission en Guinée pour l'explication de son contenu.
- 6-4. Une fois le contenu du rapport abrégé accepté par le gouvernement guinéen, la JICA rédigera le rapport final et le transmettra au gouvernement guinéen.

## 7. Autres points concernés

### 7-1. l'exploitation, l'entretien et la gestion

- 1) La partie guinéenne s'est engagée à mettre à disposition le budget et le personnel nécessaires pour les opérations et la maintenance des installations et des équipements fournis dans le cadre du Projet.
- 2) La partie guinéenne s'est engagée à réviser et appliquer jusqu'à la fin du mois d'avril le règlement portant sur l'utilisation du port de pêche de Boulbinet et à formuler le plan d'exécution, et faire un rapport à l'ambassade du Japon en Guinée.
- 3) La partie guinéenne s'est engagée à ouvrir avant la fin du mois d'avril 2006 un compte bancaire d'épargne de 10 % des chiffres d'affaire issus de l'exploitation des installations dans le but de la maintenance et l'entretien des infrastructures et des équipements du port artisanale de Boulbinet. Faire un rapport mensuel sur la situation des recettes et des dépenses à l'ambassade du Japon en Guinée et au bureau de la JICA au Sénégal.
- 4) La partie guinéenne s'est engagée à utiliser dans le but d'intérêt public les installations et les équipements fournis par la Coopération financière non-remboursable, et à déclarer que ces installations et équipements sont et demeurent la propriété exclusive de l'État Guinéen

### 7-2. Détermination du site du Projet

La partie guinéenne a expliqué que le site du Projet est déterminé selon le décret Présidentiel No.98 /036/PRG/SGG et les arrêtés No.1116, 1117 et 1118 du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat en date du 13 mars 2006 enregistrés au Secrétariat Général du gouvernement.

### 7-3. Obtention des autorisations et permis nécessaires à la mise en œuvre des activités relatives aux aspects socio-environnementaux.

- 1) La partie guinéenne s'est engagée comme indiqué à l'Annexe-6 à mettre en place des mesures de mitigation (d'accompagnement) environnemental et

social, et faire un rapport à l'ambassade du Japon en Guinée avant la fin du mois d'avril 2006.

- 2) La partie guinéenne s'est engagée à faire un rapport à la Mission d'étude avant le 22 mars du processus et programme d'obtention des autorisations et permis nécessaires à la réalisation du Projet.

#### 7-4. le déplacement des utilisateurs du port

- 1) La partie guinéenne s'est engagée à rédiger avant le 22 mars le plan d'action concret nécessaire à la réalisation du projet de déplacement (mesures budgétaires, projet d'aménagement des sites d'accueil, calendrier de déplacement et mesures à prendre à l'égard des personnes à déplacer qui ne pourraient plus retourner au port de Boulbinet après la réalisation du projet), et à le présenter à la Mission d'étude.
- 2) La partie guinéenne s'est engagée à obtenir avant la fin du mois de mai l'accord de déplacement de la part des personnes concernées directement par l'exécution du projet et faire un rapport à l'ambassade du Japon.

#### 7-5. les dispositions à prendre par la partie guinéenne

- 1) La partie guinéenne s'est engagée à évacuer avant le commencement des travaux les épaves des barques et les ordures faisant obstacle à la réalisation du Projet.

#### 7-6. le changement de nom de Projet

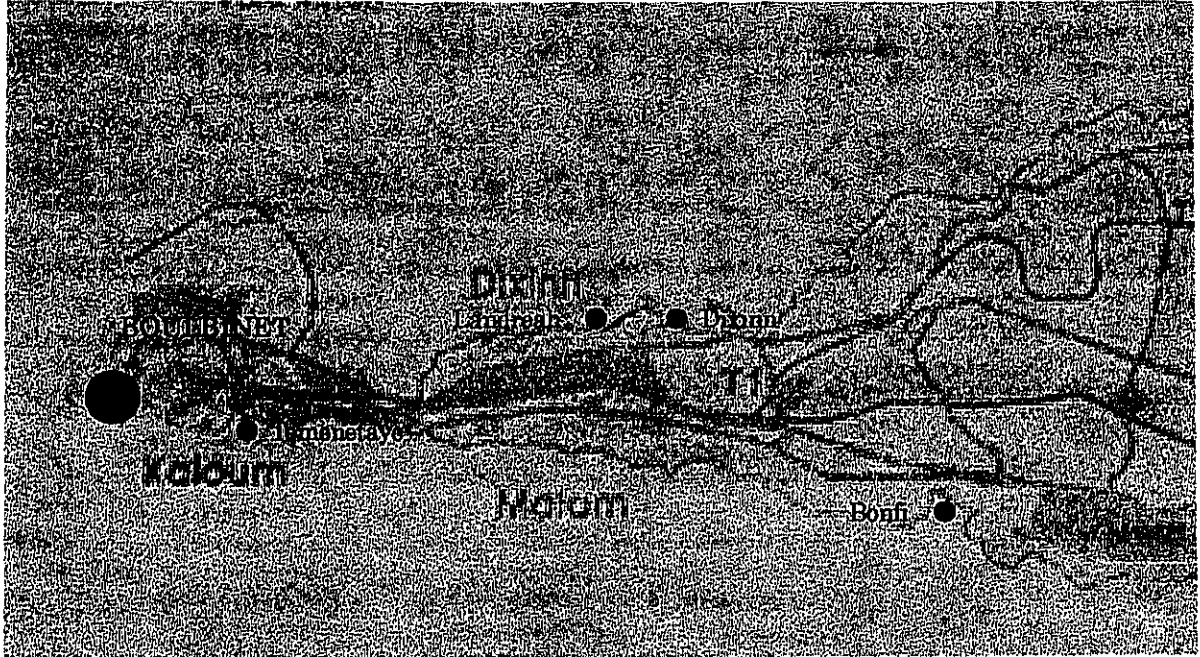
Toutes les deux parties sont convenues de changer le nom du Projet : Le nouveau nom est " le Projet d'extension du port de pêche artisanale de Boulbinet ".

#### 7-7. le questionnaire

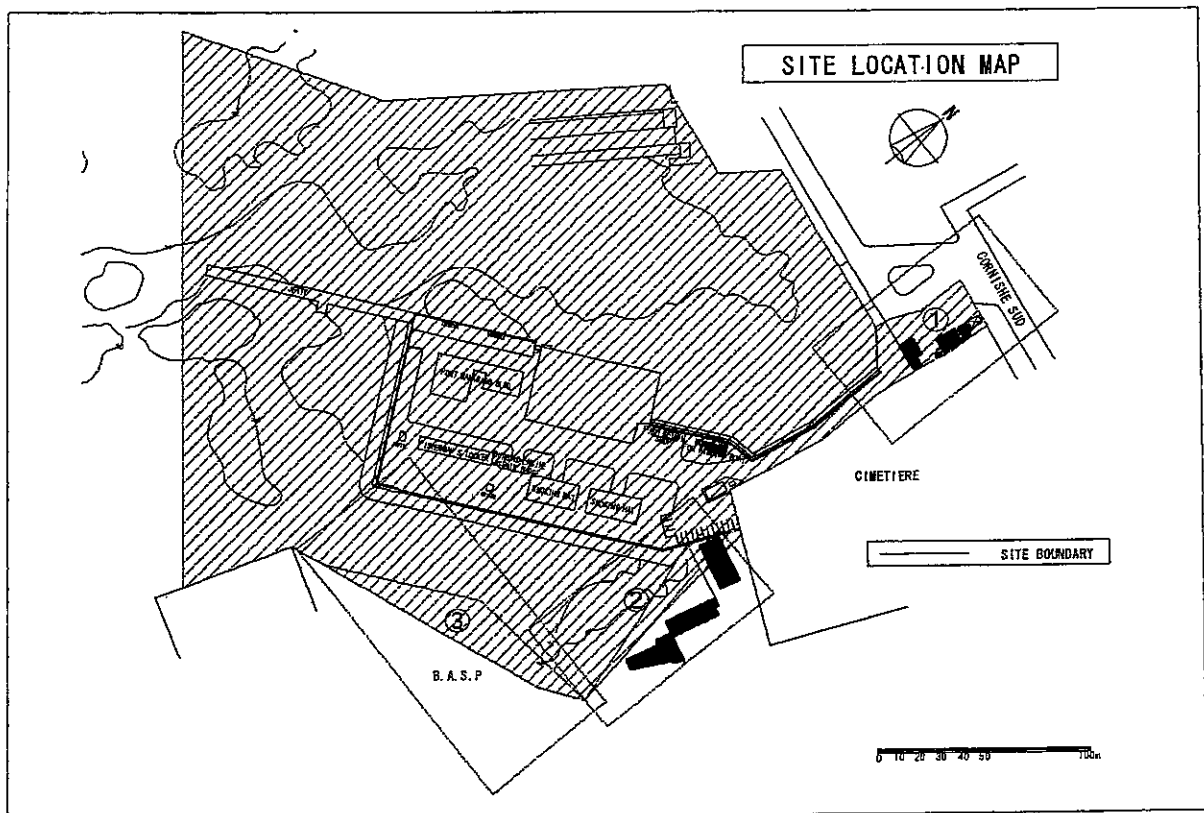
La partie guinéenne s'est engagée à présenter à la Mission avant le 17 mars la réponse au questionnaire.

# PROJECT SITE

## Artisanal Fisheries Port around BOULBINET



### SITE LOCATION MAP OF BOULBINET



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail-Justice-Solidarité  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

DECRET  
98/036/PRG/SGG

ATTRIBUANT UN TERRAIN URBAIN  
A USAGE DE SERVICE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
SUR PROPOSITION DU MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT.

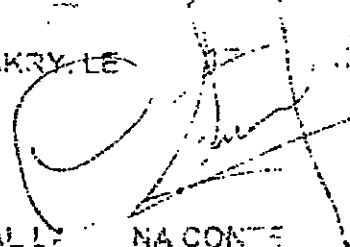
- VU La Loi Fondamentale
- VU L'Ordonnance n° 92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992 portant Code Foncier et Domaniale de la République de Guinée;
- VU Le Décret n° 96/098/PRG/SGG du 9 Juillet 1996, portant nomination du Premier Ministre
- VU Le Décret n° 96/099/PRG/SGG du 10 Juillet 1996 portant nomination des Membres du Gouvernement de la République,
- VU Le Décret n° 96/111/PRG/SGG du 29 Août 1996, fixant dans son Article 14 les attributions du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- VU Le Décret n° 97/074/PRG/SGG du 5 Mai 1997, portant organisation du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat;
- VU Les pièces du dossier ;

DECRETE

ARTICLE 1er: Il est affecté au MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ELEVAGE Conakry le terrain formant une parcelle sise au Port de Pêche de Boulbinet, Commune de Kaloum, Conakry d'une contenance de 7ha 16a 09,37ca.

ARTICLE 2: Ledit terrain destiné à l'implantation des Infrastructures d'appui, à savoir Fabrique de glace entrepôt frigorifique, hall de vente, Centre de contrôle de qualité, fera l'objet d'une inscription au plan Foncier et devra être immatriculé dans les formes et Conditions déterminées par le Code Foncier et Domaniale

ARTICLE 3: Le présent Décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République

CONAKRY, LE 17 Mars 1998  
  
GENERAL NA CONTE

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE

MINISTERE DE L'URBANISME  
ET DE L'HABITAT

DIRECTION NATIONALE DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

**ARRETE**  
N°2006/ 1116 /MUH/CAB  
AFFECTANT UN TERRAIN URBAIN  
A USAGE DE SERVICE

LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR NATIONAL DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

- VU - La Loi Fondamentale;  
VU - L'Ordonnance n°92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992 portant promulgation du Code Foncier et Domanial en République de Guinée;  
VU - Le Décret n°D/2003/015/PRG/SGG du 24 Mars 2003, portant attributions et organisation du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat;  
VU - Les Décrets n°D/2004/010/PRG/SGG du 23 Février 2004, n°D/2004/017/PRG/SGG du 1er Mars 2004 et n° D/2004/019/PRG/SGG du 8 Mars 2004, portant nomination des Membres du Gouvernement de la République de Guinée, tel que modifiés à ce jour ;  
VU - Le Décret n°D/2004/081/PRG/SGG du 09 Décembre 2004, portant nomination du Premier Ministre ;  
VU - Les pièces du dossier

**--- ARRETE ---**

**ARTICLE 1er/** : Il est affecté au **MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE**, Conakry, le terrain formant une parcelle du Domaine Public Maritime de Boulbinet, Commune de Kaloum, Conakry, d'une contenance de 1.271,656 mètres carrés.

**ARTICLE 2/** : Ce terrain, destiné exclusivement à la réalisation des infrastructures additionnelles du Port de Pêche, fera l'objet d'une inscription au Plan Foncier et devra être immatriculé dans les formes et conditions déterminées par le Code Foncier et Domanial.

**ARTICLE 3/** : Le présent Arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

**AMPLIATIONS**

J.O/SGG...4 DOCAD..10  
GOUV/COMMUNE..3.INT..2/19

CONAKRY, LE 13 MAR. 2006

**ARCH. BLAISE OUFOROMO**

République de Guinée  
Travail Justice Solidarité

PLAN DE L'IMMEUBLE

Lotissement **Boulhant**  
Parcelle **C** Lot  
Cédant **Etat Guinée**  
Gestionnaire **Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture**  
Baillieur  
Preneur  
Type de plan **Service**

MINISTÈRE URBANISME ET HABITAT

TITRE N°

Réquisition n°

Morcellement du TF n°

DIRECTION NATIONALE  
DES DOMAINES ET DU CADASTRE

AVIS IMPORTANT: Ce plan établi engage le cédant que si le titre de propriété y est joint.

LISTE DES COORDONNEES

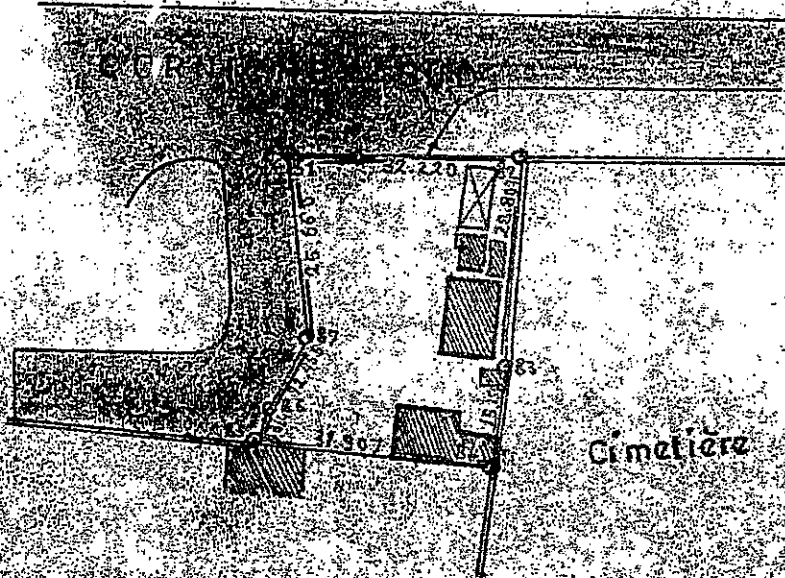
| N° | X          | Y           | DIST.  |
|----|------------|-------------|--------|
| B1 | 641174.963 | 1050793.858 | 32.220 |
| B2 | 641174.012 | 1050790.521 | 28.807 |
| B3 | 641168.925 | 1050762.186 | 5.158  |
| B4 | 641165.125 | 1050747.512 | 31.907 |
| B5 | 641133.859 | 1050753.878 | 43.14  |
| B6 | 641135.019 | 1050758.033 | 124.55 |
| B7 | 641142.215 | 1050768.199 | 256.60 |
| B1 | 641141.963 | 1050793.858 |        |

CODE PARCELLE **COKL4200050.0**

SURFACE: **1271,656m<sup>2</sup>**



10508.20



Cimetiere

Echelle: 1/10000

Vu et approuve

13 MAR 2006

Conakry, le  
DIRECTEUR NATIONAL DOMAINES  
ET CADASTRE

ing. ZAOU GUI LAVOGUI

Vu et verifie

Conakry, le 24/04/2006  
CHIEF DIVISION CADASTRE ET  
OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES

ing. FRANTOMAN BERETE

Leve et dresse par le geometre

Cartine exact Conakry, le 21/02/2006  
CHIEF SECTION OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES

ing. FAYA CLEMENT TOLHO

DESSINE Le 17.02.06 Par M.S. BANGOURA



REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE

MINISTERE DE L'URBANISME  
ET DE L'HABITAT

DIRECTION NATIONALE DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

ARRETE

N°2006/ 1117 /MUH/CAB  
AFFECTANT UN TERRAIN URBAIN  
A USAGE DE SERVICE

LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR NATIONAL DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

VU- La Loi Fondamentale;

VU- L'Ordonnance n°92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992 portant promulgation du Code Foncier et Domaniaal en République de Guinée;

VU- Le Décret n°D/2003/015/PRG/SGG du 24 Mars 2003, portant attributions et organisation du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat;

VU - Les Décrets n°D/2004/010/PRG/SGG du 23 Février 2004, n°D/2004/017/PRG/SGG du 1er Mars 2004 et n° D/2004/019/PRG/SGG du 8 Mars 2004, portant nomination des Membres du Gouvernement de la République de Guinée, tel que modifiés à ce jour ;

VU - Le Décret n°D/2004/081/PRG/SGG du 09 Décembre 2004, portant nomination du Premier Ministre ;

VU - Les pièces du dossier

-- ARRETE --

ARTICLE 1er/: Il est affecté au MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE, Conakry, le terrain formant une parcelle du Domaine Public Maritime de Boulbinet, Commune de Kaloum, Conakry, d'une contenance de 494,771 mètres carrés.

ARTICLE 2/: Ce terrain, destiné exclusivement à la réalisation des infrastructures additionnelles du Port de Pêche, fera l'objet d'une inscription au Plan Foncier et devra être immatriculé dans les formes et conditions déterminées par le Code Foncier et Domaniaal.

ARTICLE 3/: Le présent Arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

AMPLIATIONS

J.O/SGG...4 DOCAD..10

GOUV/COMMUNE..3 INT..2/19

CONAKRY, LE 13 MAR. 2006

ARCH. BLAISE OUG FOROMO

République de Guinée  
 Travail - Justice - Solidarité  
**MINISTÈRE URBANISME ET HABITAT**  
**DIRECTION NATIONALE**  
**DES DOMAINES ET DU CADASTRE**

PLAN DE L'IMMEUBLE

TITRE N°

Requisition n°

Morcellement ou TE n°

Lotissement: **Boulbinet**

Parcelle: **A**

Cédant: **Etat - Guinée**

Cessionnaire: **Ministère de la pêche et de l'Aquaculture**

Bailleur:

Preneur:

Type de plan: **Service**

AVIS IMPORTANT: Ce plan établit et engage le cédant que si le titre de propriété y est joint

**LISTE DES COORDONNEES**

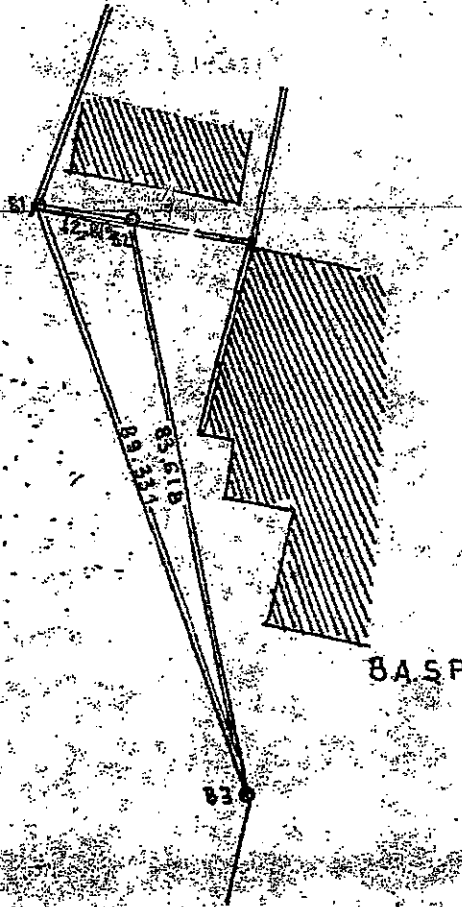
| N° | X          | Y           | DIST   |
|----|------------|-------------|--------|
| B1 | 641160.733 | 1050608.342 | 12.819 |
| B2 | 641173.294 | 1050605.783 | 83.618 |
| B3 | 641189.371 | 1050523.723 | 83.331 |
| B4 | 641160.733 | 1050608.342 |        |



COORDONNEE PARCELLE: **CGK147000300**

SURFACE: **494.771m²**

Port  
Balbinet



Echelle: 1/1000<sup>e</sup>

Vu et approuvé

Conakry, le **13 MAR 2006**

**DIRECTEUR NATIONAL DOMAINES ET CADASTRE**

Ing. ZAOU GUILAVOGUI

Vu et vérifié

Conakry, le **22/02/2006**

**CHEF DIVISION CADASTRE ET OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES**

Ing. FRANTOMAN BERETE

Levé et dressé par le géomètre

Certifié exact Conakry, le **21/02/2006**

**CHEF SECTION OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES**

Ing. FAYA CLEMENT TOLINO

Dessiné Le 17.02.06 Par I.S. BANGOURA

REPUBLIQUE DE GUINEE

-----

TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE

-----

MINISTERE DE L'URBANISME  
ET DE L'HABITAT

-----

DIRECTION NATIONALE DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

-----

ARRETE

N°2006/ 1118 /MUH/CAB  
AFFECTANT UN TERRAIN URBAIN  
A USAGE DE SERVICE

LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR NATIONAL DES  
DOMAINES ET DU CADASTRE

VU- La Loi Fondamentale;

VU- L'Ordonnance n°92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992 portant promulgation du Code Foncier et Domanial en République de Guinée;

VU- Le Décret n°D/2003/015/PRG/SGG du 24 Mars 2003, portant attributions et organisation du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat;

VU - Les Décrets n°D/2004/010/PRG/SGG du 23 Février 2004, n°D/2004/017/PRG/SGG du 1er Mars 2004 et n° D/2004/019/PRG/SGG du 8 Mars 2004, portant nomination des Membres du Gouvernement de la République de Guinée, tel que modifiés à ce jour ;

VU - Le Décret n°D/2004/081/PRG/SGG du 09 Décembre 2004, portant nomination du Premier Ministre ;

VU - Les pièces du dossier

-----  
-- ARRETE --  
-----

ARTICLE 1er/: Il est affecté au **MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE**, Conakry, le terrain formant une parcelle du Domaine Public Maritime de Boulbinet, Commune de Kaloum, Conakry, d'une contenance de 1.451,116 mètres carrés.

ARTICLE 2/: Ce terrain, destiné exclusivement à la réalisation des infrastructures additionnelles du Port de Pêche, fera l'objet d'une inscription au Plan Foncier et devra être immatriculé dans les formes et conditions déterminées par le Code Foncier et Domanial.

ARTICLE 3/: Le présent Arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

AMPLIATIONS

J.O/SGG.....4 DOCAD..10

GOUV/COMMUNE..3 INT..2/19

CONAKRY, LE

13 MAR. 2006

  
ARCH. BLAISE OOU FOROMO

République de Guinée  
 Travail - Justice - Sécurité  
**MINISTÈRE URBANISME ET HABITAT**  
**DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES ET DU CADASTRE**

PLAN DE L'IMMEUBLE  
 TITRE N° \_\_\_\_\_  
 Requisition n° \_\_\_\_\_  
 Morcellement du T.F. n° \_\_\_\_\_

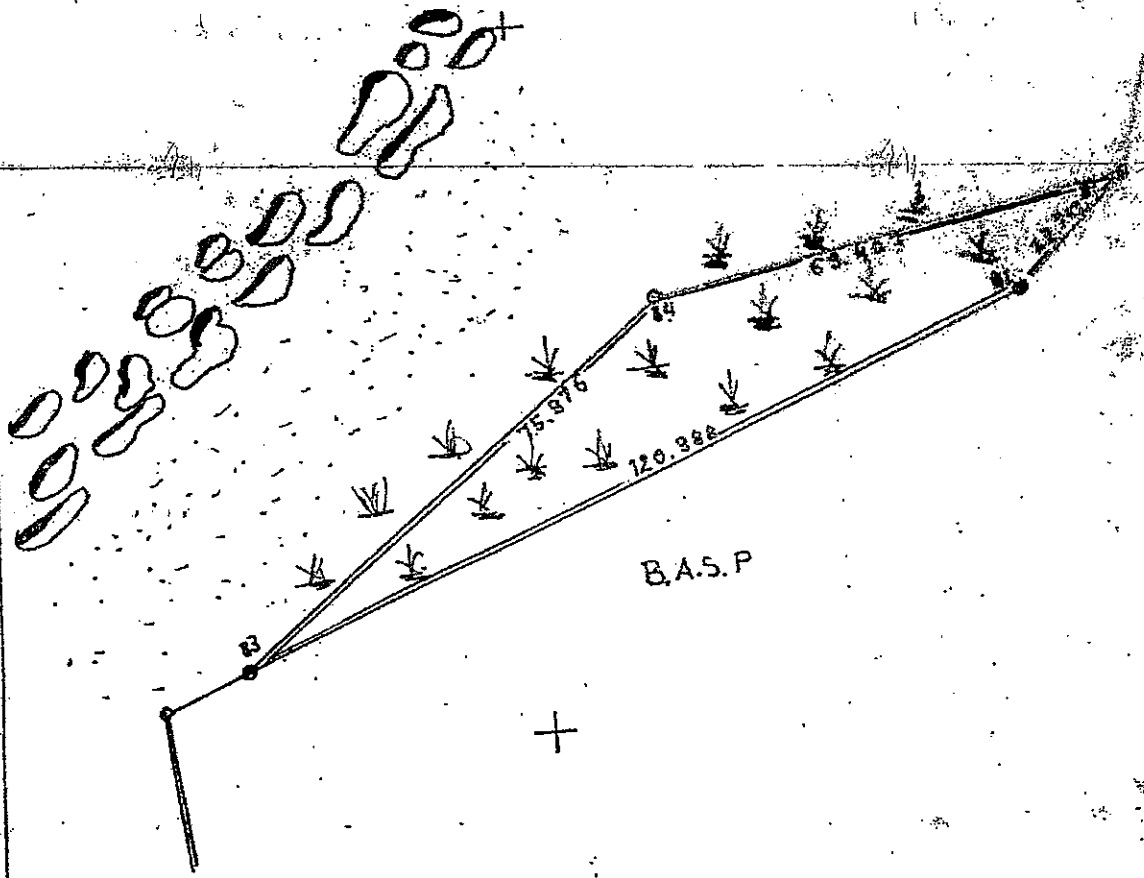
Arrondissement **Boubinet**  
 Parcelle **B**  
 Cédant **Etat Guinée**  
 Cessionnaire **Ministère de la pêche et de l'Aquaculture**  
 Bailleur \_\_\_\_\_  
 Preneur \_\_\_\_\_  
 Type de plan **Surface**

AVIS IMPORTANT: Ce plan établi moyennant le cadastre, est valide si le titre de propriété y est joint.


**LISTE DES COORDONNÉES**

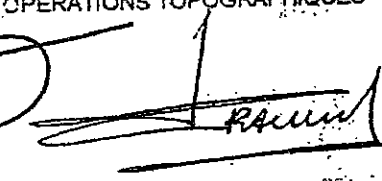
| N° | X          | Y           | DIST    |
|----|------------|-------------|---------|
| 81 | 641185.746 | 1050506.919 | 22.751  |
| 82 | 641168.797 | 1050491.709 | 120.988 |
| 83 | 641057.059 | 1050445.312 | 75.976  |
| 84 | 641118.403 | 1050490.136 | 69.403  |
| 81 | 641185.746 | 1050506.919 |         |


CODE PARCELLE **CG41 42000400**  
 SURFACE **1451.116 M<sup>2</sup>**



Echelle: 1/1.000<sup>e</sup>.....

Vu et approuvé  
 Conakry, le **13 MAR. 2006**  
**DIRECTEUR NATIONAL DOMAINES ET CADASTRE**  
  
 ing. ZAOU GUIAVOGUI

Vu et vérifié  
 Conakry, le **22/02/2006**  
**CHEF DIVISION CADASTRE ET OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES**  
  
 ing. FRANTOMAN BERETE

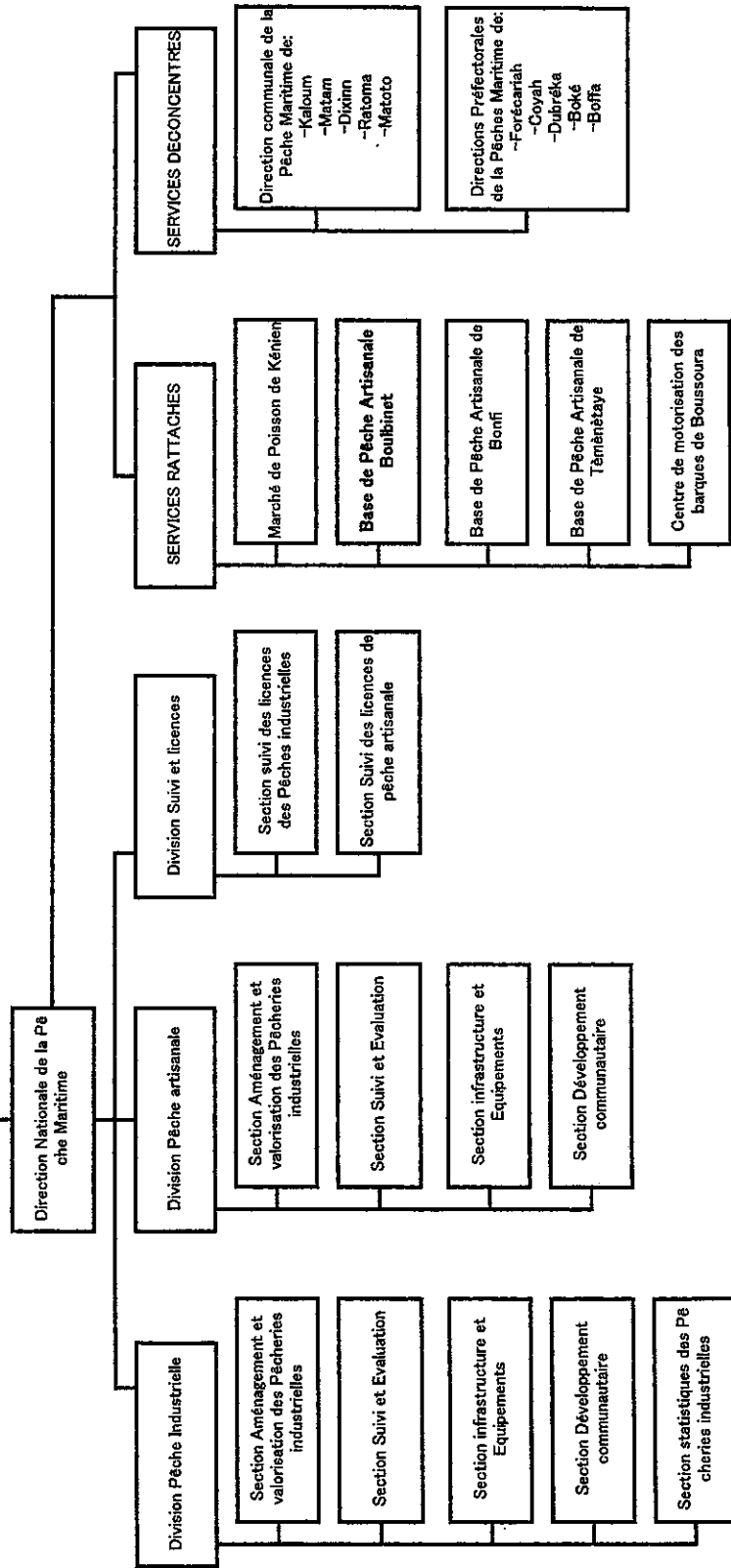
Levé et dressé par le géomètre  
 Certifié exact Conakry, le **21/02/2006**  
**CHEF SECTION OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES**  
  
 ing. FAYA CLEMENT TOLNO

Dessiné: Le 17.02.06 Par I.S. BANGOURA.



# Annexe-2-2

suite du haut



## ANNEXE-3

## Contenu de la requête

Le contenu principal de la requête porte principalement sur les points suivants

|                      | Résultat lors de l'étude préliminaire  |                                  |
|----------------------|--|----------------------------------|
|                      | Contenu à confirmer  | Classement par ordre de priorité |
| Génie civil          | Remblai (y compris le revêtement du quai)  | AA                               |
|                      | Revêtement (parties non pavées dans le site existant)  | B                                |
|                      | Revêtement de la chaussée  | A                                |
|                      | Installation de défense pour le quai existant Aménagement du ponton                                  | AA                               |
|                      | Slipway ( annexé au terrain remblayé)  | AA                               |
|                      | Creusement du point d'ancrage  | AA                               |
| Infrastructures      | La fabrique de glace   | AA                               |
|                      | La chambre froide  | AA                               |
|                      | Hangars de fumage  | AA                               |
|                      | Boxes pour les intrants de pêche   | AA                               |
|                      | Bâtiment pour les activités connexes<br>(boutiques de vente des engins de peche et autres concernes) | B                                |
|                      | Toilettes publiques  | AA                               |
|                      | Hall de vente de poisson frais pour les mareyeuses (grossistes et détaillants)                       | B                                |
|                      | Hangars pour ramender les filets de pêche  | A                                |
| Equipements          | Caisse à outils pour le complexe frigorifique  | B                                |
|                      | Caisse à poisson (pour peser la glace, transport, et garder les poissons)                            | AA                               |
|                      | Outils pour la menuiserie  | C                                |
|                      | Outils pour l'atelier de mécanique   | C                                |
| Commodités Générales | Traitement des eaux usées (infrastructure adéquate)  | AA                               |

AA: indispensable, A: important, B: nécessaire, C : utile

## Annexe-4 Système de l'Aide Financière Non Remboursable du Japon

Le Programme d'aide financière non remboursable accorde au pays bénéficiaire des fonds non remboursables qui permettront de fournir les installations, les équipements et les services (main d'oeuvre ou transport, etc.) pour le développement socio-économique du pays, selon les principes suivants et conformément aux lois et réglementations afférentes du Japon.

L'aide financière non remboursable n'est pas effectuée sous forme de don en nature au pays bénéficiaire.

### 1. Programme de l'aide financière non remboursable du Japon

#### 1-1. Procédure de l'aide financière non remboursable

Le programme d'aide financière non remboursable est exécuté selon la procédure suivante.

##### 1 ) Demande (requête effectuée par le pays bénéficiaires)

Etudes (étude préliminaire/étude du concept de base effectuées par la JICA) Estimation et approbation (estimation par le gouvernement du Japon et approbation par le Conseil des ministres du Japon) Détermination de l'exécution (Echange de Notes entre les deux gouvernements) Exécution (Mise en oeuvre du Projet)

2 ) Lors de la première étape, la requête présentée par le pays bénéficiaire, est examinée par le gouvernement du Japon (Ministère des Affaires étrangères) afin de déterminer si elle est pertinente dans le cadre de l'aide financière non remboursable. Au cas où il serait confirmé que la requête est prioritaire en tant que projet d'aide financière non remboursable, le gouvernement du Japon demande à la JICA de procéder à une étude.

Lors de la seconde étape, l'étude (étude du concept de base) est effectuée par la JICA ayant conclu un contrat avec une société de consultation japonaise chargée de l'exécution.

Lors de la troisième étape (estimation et approbation), le gouvernement du Japon décide, sur la base du rapport d'étude du concept de base élaboré par la JICA, si le Projet convient au cadre de l'aide financière non remboursable. Il est ensuite soumis pour approbation au Conseil des ministres.

Lors de la quatrième étape (détermination de l'exécution), l'exécution du Projet approuvé par le Conseil des ministres est officiellement déterminée par la signature de l'Echange de Notes entre les deux gouvernements.

Au fur et à mesure de l'exécution du Projet, la JICA accélérera le processus d'exécution en apportant son soutien au pays bénéficiaire pour les procédures d'appel d'offres, les signatures des contrats et les autres opérations nécessaires.

#### 2-1. Contenu de l'étude

##### 1 ) Contenu de l'étude

Le but de l'étude (étude du concept de base) effectuée par la JICA est de fournir un document de base permettant de déterminer si un projet est exécutable ou non dans le cadre du Programme d'aide



financière non remboursable du Japon. Le contenu de l'étude est le suivant:

- confirmer l'arrière-plan de la requête, les objectifs et les effets du Projet ainsi que les capacités de maintenance du pays bénéficiaire nécessaires à l'exécution du Projet
- évaluer la pertinence de l'aide financière non remboursable du point de vue technologique et socio-économique
- confirmer le concept de base du plan convenu après discussions entre les deux parties
- préparer un plan de base du Projet
- estimer les coûts du Projet

Le contenu de la requête n'est pas obligatoirement approuvé en tant que contenu de l'aide financière non remboursable. Le concept de base du projet doit être confirmé par rapport au cadre d'aide financière non remboursable du Japon.

Le gouvernement du Japon demande au gouvernement du pays bénéficiaires de prendre toutes les mesures qui pourraient s'avérer pour assurer son indépendance lors de l'exécution du Projet. Ces mesures doivent être garanties même si elles n'entrent pas dans la juridiction de l'organisme du pays bénéficiaire en charge de l'exécution du Projet. Par conséquent, l'exécution du Projet doit être confirmé par toutes les organisations concernées du pays bénéficiaire par la signature des minutes des discussions.

## 2 ) Sélection des consultants

En vue de la bonne exécution du Projet, la JICA effectue une sélection parmi les consultants enregistrés auprès de la JICA après avoir procédé à un examen des propositions soumises par ces derniers. Le consultant sélectionné procède à l'étude du plan de base et élabore le rapport sur la base des références fournies par la JICA.

A l'étape de conclusion du contrat entre le consultant et le pays bénéficiaire après l'Echange de Notes, la JICA recommande le même consultant que celui qui a participé à l'étude du concept de base afin d'assurer une cohérence technique entre l'étude du concept de base et le plan détaillé.

### 2-2. Plan de l'aide financière non remboursable du Japon

#### 1 ) Echange de Notes (E/N)

L'aide financière non remboursable du Japon est accordée conformément aux Notes échangées entre les deux gouvernements et dans lesquelles sont confirmés, entre autres, les objectifs, la durée, les conditions et le montant de l'aide.

2 ) La "durée de l'aide" s'inscrit dans l'année fiscale dans laquelle le Conseil des ministres a approuvé le Projet. Toutes les procédures d'aide, Echange de Notes, conclusion des contrats avec le consultant et le contractant et paiement final à ceux-ci, doivent être achevées durant cette année fiscale.

Toutefois, en cas de retard lors de la livraison, de l'installation ou de la construction due à des éléments incontrôlables tels que le désastre naturel, la durée de l'aide financière non remboursable pourra être prolongée d'une année fiscale supplémentaire après accord entre les deux gouvernements.

3 ) L'aide doit être en principe réservée exclusivement à l'achat de produits provenant du Japon ou du pays bénéficiaire, et aux services des ressortissants japonais ou du pays bénéficiaire.

Le terme "ressortissant japonais" signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises dirigées par des personnes physiques japonaises.

Lorsque les deux gouvernements le jugent nécessaire, l'aide financière non remboursable peut être utilisée pour les produits ou les services tel que le transport d'un pays tiers (autre que le Japon ou le pays bénéficiaire).

Toutefois, dans le cadre de l'aide financière non remboursable, les principaux contractants, à savoir le consultant, l'entrepreneur et la société de commerce nécessaires à l'exécution de l'aide doivent en principe être exclusivement des ressortissants japonais.

#### 4 ) Nécessité de la vérification

Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé conclura les contrats en Yen japonais avec les ressortissants japonais. Ces contrats seront vérifiés par le gouvernement du Japon. Cette vérification est nécessaire car les fonds de l'aide financière non remboursable proviennent des taxes des citoyens japonais.

5 ) Dispositions à prendre par le gouvernement du pays bénéficiaire Lors de l'exécution de l'aide financière non remboursable, le pays bénéficiaire devra prendre les dispositions suivantes:

a) Acquérir, dégager et niveler le terrain nécessaire pour les sites du Projet, avant le commencement des travaux de construction,

b) Assurer les installations de distribution d'électricité, d'approvisionnement et d'évacuation des eaux ainsi que les autres utilités nécessaires à l'intérieur et aux alentours du site,

c) Prévoir les bâtiments nécessaires avant les travaux d'installation dans le cas où le Projet consiste à fournir des équipements,

d) Prendre en charge la totalité des dépenses et l'exécution rapide du déchargement, du dédouanement dans le port de débarquement et le transport terrestre des produits achetés dans le cadre de l'aide financière non remboursable,

e) Exonérer les ressortissants japonais de droits de douane, taxes intérieures et ou autres levées fiscales imposées dans le pays bénéficiaire eu égard à la fourniture des produits et des services spécifiés dans les contrats vérifiés,

f) Accorder aux ressortissants japonais dont les services pourraient être requis en relation avec la fourniture des produits et des services spécifiés dans les contrats vérifiés, toutes les facilités nécessaires pour leur entrée et leur séjour dans le pays bénéficiaire pour l'exécution des travaux.

#### 6 ) "Usage adéquat"

Le pays bénéficiaire est requis d'entretenir et d'utiliser les installations construites et les équipements achetés dans le cadre de l'aide financière non remboursable de manière adéquate et efficace et de désigner le personnel nécessaire pour le fonctionnement et la maintenance ainsi que de prendre en charge toutes les dépenses autres que celles couvertes par l'aide financière non remboursable.

7 ) "Réexportation"

Les produits achetés dans le cadre de l'aide financière non remboursable ne doivent pas être réexportés à partir du pays bénéficiaire.

8 ) Arrangement Bancaire (A/B)

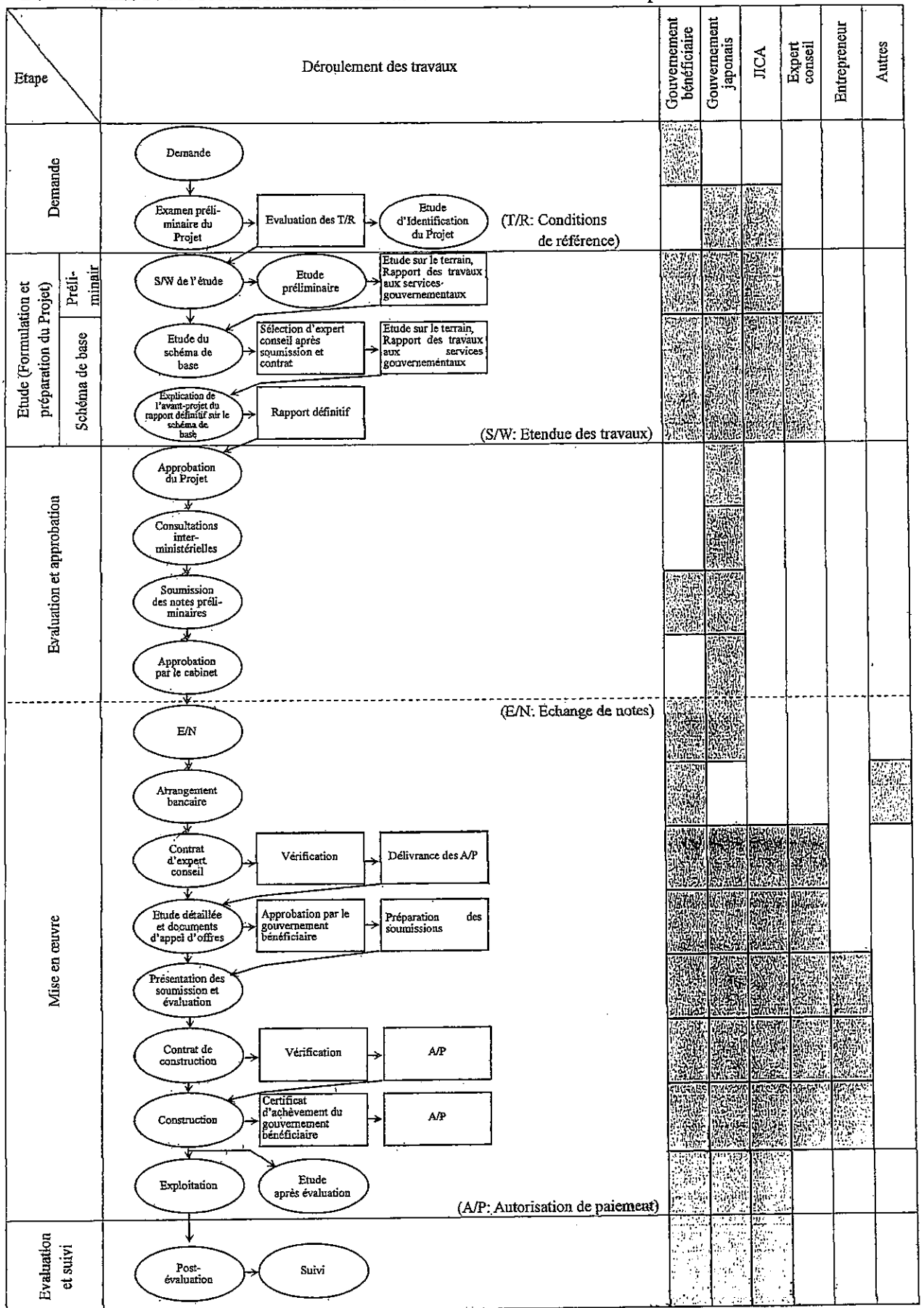
a) Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé devra ouvrir un compte à son nom dans une banque au Japon (ci-après dénommée la "Banque"). Le gouvernement du Japon exécutera l'aide financière non remboursable en procédant aux paiements en Yen japonais pour couvrir les obligations du gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé conformément aux contrats vérifiés.

b) Les paiements seront effectués lorsque les demandes de paiement seront présentées par la Banque au gouvernement du Japon conformément à l'Autorisation de Paiement émise par le gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé.

9 ) Autorisation de Paiement (A/P)

Le Gouvernement du pays bénéficiaire devra régler à la banque la commission de notification de l'autorisation de paiement et la commission de paiement.

2-3 Schéma de la Procédure de l'aide financière non remboursable du Japon



## Annexe-5

## PRINCIPAUX TRAVAUX A EXECUTER PAR CHAQUE GOUVERNEMENT

| No. | Items  | A assurer par l'aide financière non-remboursable | A assurer par le pays bénéficiaire |
|-----|--|--|------------------------------------|
| 1.  | Mise à la disposition de terrains  |  | ●                                  |
| 2.  | Défrichage et nivellement de terrains si nécessaire  |  | ●                                  |
| 3.  | Construction de protection des ouvrages  |  | ●                                  |
| 4.  | Construction de parking  | ●  |                                    |
| 5.  | Construction de routes   |  |                                    |
|     | 1) A l'intérieur de sites  | ●  |                                    |
|     | 2) A l'extérieur de sites  |  | ●                                  |
| 6.  | Construction de bâtiments  | ●  |                                    |
| 7.  | Fourniture des installations de distribution d'électricité, d'alimentation en eau, d'évacuation des eaux et autres installations connexes  |  |                                    |
|     | 1) Electricité   |  |                                    |
|     | a. Branchement de sites à la ligne de distribution   |  | ●                                  |
|     | b. Câbles de descente et câbles internes à l'intérieur de sites  | ●  |                                    |
|     | c. Transformateurs et disjoncteurs principaux  | ●  |                                    |
|     | 2) Alimentation en eau   |  |                                    |
|     | a. Branchement de sites au réseau de distribution d'eau courante   |  | ●                                  |
|     | b. Réseau de distribution d'eau à l'intérieur de sites (réservoir de réception et réservoir surélevé)  | ●  |                                    |
|     | c. Essai de mise sous pression et lavage des conduites   |  | ●                                  |
|     | 3) Evacuation des eaux   |  |                                    |
|     | a. Branchement de sites au réseau de d'égout de ville (égouts, eau de pluie, etc.)   |  | ●                                  |
|     | b. Système d'assainissement (installation des toilettes provisoires, conduites d'évacuation des eaux et autres)  | ●  |                                    |
|     | 4) Mobilier et équipements   |  |                                    |
|     | a. Mobilier général  |  | ●                                  |
|     | b. Equipements concernant le Projet  | ●  |                                    |
| 8.  | Prise en charge des commissions suivantes de la banque japonaise pour les services bancaires basés sur les A/B   |  |                                    |
|     | 1) Commission de notification de l'A/P   |  | ●                                  |
|     | 2) Commission de paiement  |  | ●                                  |
| 9.  | Déchargement et dédouanement au port de débarquement du pays bénéficiaire  |  |                                    |
|     | 1) Transport maritime (air) vers le pays bénéficiaire de produits en provenance du Japon   | ●  |                                    |
|     | 2) Exonération d'impôts et dédouanement des produits au port de débarquement du pays bénéficiaire  |  | ●                                  |
|     | 3) Transport à l'intérieur du pays entre le port de débarquement et les sites du Projet  |  | ●                                  |
| 10. | Accorder aux ressortissants japonais dont les services pourraient être requis dans le cadre de la fourniture des produits et services au titre des contrats vérifiés toute facilité nécessaire pour assurer leur arrivée dans le pays bénéficiaire et y permettre leur séjour afin qu'ils puissent exécuter leurs travaux. |  | ●                                  |
| 11. | Exonérer les ressortissants japonais des droits de douane, impôts et taxes intérieures ou autres levées fiscales imposées dans le pays bénéficiaire eu égard à la fourniture des produits et des services spécifiés dans les contrats vérifiés.  |  | ●                                  |
| 12. | Exploitation et maintenance correctes et efficaces des installations construites et des équipements fournis dans le cadre de l'aide financière non-remboursable.   |  | ●                                  |
| 13. | Prise en charge de toutes dépenses, autres que celles couvertes par l'aide financière non-remboursable, nécessaires à la construction des installations et au transport et à la mise en place des équipements.   |  | ●                                  |

(A/B : Arrangement Bancaire, A/P : Autorisation de Paiement)



N° 0136 /ME/CAB/2006/BCSPA

14 MAR 2005  
Conakry, le.....200..

*Le Ministre*

**AVIS  
SUR LE RAPPORT FINAL DE L'ETUDE D'IMPACT  
SUR L'ENVIRONNEMENTAL (EIE) DU PROJET  
D'EXTENSION DU PORT DE PECHE ARTISANAL DE  
BOULBINET.**

Par lettre officielle N°563/MPA en date du 26 Septembre 2005, le Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture a informé le Ministre de l'Environnement du démarrage du Projet d'extension du port de pêche Artisanale de Boulbinet, financé sous forme de don, par le Gouvernement du Japon.

A cet effet, l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA) a envoyé une mission d'étude préliminaire en Guinée du 02 au 23 Octobre 2005. Cette mission avait entre autres objectifs : l'évaluation de l'impact environnemental du projet.

La JICA a défini comme préalable au financement du projet, la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE) sous la responsabilité du Ministère de la Pêche et sur financement du Gouvernement guinéen.

Depuis, plusieurs séances de travail ont été organisées entre la Coopération japonaise, le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture et le Ministère de l'Environnement.

Ainsi, le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture a choisi un Groupement de deux Bureaux d'étude locaux : "GAC Prestation" et "Tropic Environnement", pour réaliser l'étude d'impact sur l'environnement dudit projet d'extension, en tenant compte d'une part, des termes de référence (TDR) élaboré par le Ministère de

l'Environnement et d'autre part, des directives environnementales de la JICA.

Après examen du rapport provisoire d'EIE, la formulation et la transmission des remarques, critiques et suggestions des Services techniques compétents du Ministère de l'Environnement, un rapport final a été produit par le groupement de Bureaux d'étude et transmis au Ministère de l'Environnement, à travers le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture.

Le rapport d'EIE a révélé que les aspects environnementaux des milieux physique, biologique et humain présentent des impacts potentiels à suivre pendant les phases de construction et d'exploitation. Les aspects les plus contraignant sont : la situation de la zone de mangrove, le mouvement des populations affectées, ainsi que la pollution et la gestion des déchets.

Le rapport d'EIE révèle en outre des avantages évidents du projet :

- le projet est d'intérêt public ;
- sa réalisation permettra de résoudre plus de problèmes environnementaux (gestion des déchets solides et liquides), que maintenant ;
- la création d'un plus grand espace pour les utilisateurs du port de pêche de Boulbinet ;
- l'accroissement des capacités du port de pêche de Boulbinet en matière de production artisanale et commerciale de produits halieutiques de qualité ;
- l'amélioration des conditions d'hygiène, de santé et de sécurité au port de pêche de Boulbinet.

Conformément à la réglementation guinéenne en matière d'étude d'impact, notamment le Code de l'Environnement en ses articles 82 et 83, de l'Arrêté N°990/MRNE/SGG/90 portant Procédure, Méthodologie et Contenu d'une étude d'impact sur l'environnement, ainsi qu'aux directives environnementales de la JICA, **le rapport final d'EIE sur l'extension du port de pêche de Boulbinet est recevable et peut avoir la valeur d'une étude d'impact sur l'environnement.**

Sous réserve que les impacts essentiels ci-après soient soumis à des mesures de mitigation comme suit :

- la zone de mangrove (0,6 ha) soit déboisé selon les dispositions de la législation nationale en matière de gestion du patrimoine forestier guinéen ;
- le reboisement d'un site approprié, pour compenser la perte de la bande de 0,6 ha de mangrove.
- le processus de déplacement des populations affectées, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Surveillance et de Suivi Environnemental (PSSE) soit coordonné par le Bureau de Coordination des Stratégies, de la Planification et Prospective (BCSPP) du Ministère de l'Environnement avec l'appui du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture.
- Le PSSE portera notamment sur : la préparation matérielle des sites d'accueil (Timinétaye et Bonfi), le déplacement, l'installation et la réinstallation des populations affectées au port de pêche artisanal de Boulbinet, après le projet.
- l'hygiène et l'assainissement des installations portuaires de pêche de Boulbinet (traitement des déchets solides et liquides) soit conforme aux principes de gestion environnementale durable.

**Le Ministre de l'Environnement autorise le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture à procéder au démarrage des travaux du projet d'extension du port de pêche artisanal de Boulbinet, conformément à son étude de faisabilité.**



**Cheick Abdel Kader SANGARE**



Ministère de l'Environnement

==\*==\*

Cabinet

==\*==\*

Bureau de Coordination des Stratégies, de  
la Planification et de la Prospective

- BCSPP -

==\*==\*

0001 / /

République de Guinée

==\*==\*

Travail - Justice - Solidarité

Conakry, le 14 MARS 2006

Le Directeur

## DIRECTIVES OPERATIONNELLES DE MITIGATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET D'EXTENSION DU PORT DE PECHE ARTISANAL DE BOULBINET.

Le présent document a pour objet de présenter les recommandations environnementales nécessaires et indispensables à la réalisation du projet d'extension du port de pêche artisanal de Boulbinet. Les Directives Opérationnelles qu'il expose activent le processus de mise en œuvre de l'Avis du Ministre de l'Environnement sur l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) du Projet d'extension du port de pêche de Boulbinet.

A cet effet, il détermine les conditions de préparation du site du projet, ainsi que les démarches à exécuter, conformément au contenu de l'Avis et du "Principe de l'Equateur" socialement acceptable et environnementalement durable :

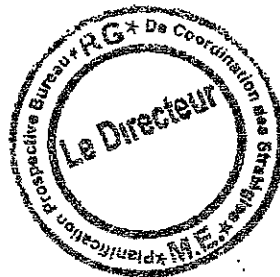
- 1- Exécuter un projet de reboisement dans une autre zone, en compensation de la mangrove à déboiser.
- 2- Assurer la prise en charge effective par le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture des frais liés au déplacement, à l'installation sur les sites d'accueil provisoire et de réinstallation dans la nouvelle installation du port de pêche artisanal de Boulbinet, des populations affectées.
- 3- Promouvoir la participation des populations à déplacer et des populations hôtes au processus décisionnel, à travers des consultations préventives et curatives.

Tél. : (224) 60 59 77 54 / 46 81 25

Email : siyeramandjan@yahoo.fr

- 4- Informer et soutenir la collaboration des autorités du Gouvernorat et des Communes intéressées, au processus de déplacement.
- 5- Mettre en priorité l'assistance aux personnes vulnérables (femmes et handicapés), lors du déplacement.
- 6- Renforcer les capacités d'intervention du Comité de Développement du Débarcadère (CDD).
- 7- Promouvoir un cadre efficace de collaboration entre le CDD, les autorités de secteurs ainsi que les populations riveraines, les exploitants des installations du port et le Service Public de Transfert des Déchets (SPTD), à la gestion durable des équipements d'assainissement.
- 8- Mettre immédiatement en place (courant Mars) la Cellule de Suivi Environnemental (CSE) et assurer sa prise en charge durant les phases de construction et d'exploitation.
- 9- Elaborer le planning des activités de la phase préparatoire (période Avril – Juin) et exécuter le Programme de Surveillance et de Suivi Environnemental (PSSE).
- 10- Mettre en œuvre la procédure d'obtention des permis : de coupe de bois de la mangrove et de construire.
- 11- Le Port de pêche de Boulbinet est un Etablissement classé de 1ère classe. A cet effet, l'Avis du Ministre de l'Environnement inclut le permis d'ouverture des installations portuaires de Boulbinet.
- 12- Le **BCSSP** du Ministère de l'Environnement assurera le contrôle permanent de l'exécution de toutes ces directives pendant les phases de construction et d'exploitation du Port de pêche artisanal de Boulbinet.

Conakry, le 14 MARS 2006



*Mandjan*

**Elhadj. Mandjan KONATE**

Tél. : (224) 60 59 77 54 / 46 81 25

Email : siyeramandjan@yahoo.fr

ギニア共和国  
第5次小規模漁業振興計画  
基本設計調査にかかる協議議事録  
(和文仮訳)

ギニア共和国（以下、ギニア）政府からの要請に基づき、日本国政府は第5次小規模漁業振興計画（以下、本プロジェクト）にかかる基本設計調査の実施を決定し、独立行政法人国際協力機構（以下、JICA）に、当該調査の実施を委託した。

JICAは、JICA無償資金協力部業務第三グループ渋沢チーム長を団長とする基本設計調査団（以下、調査団）を、2006年2月26日から2006年3月22日までの予定でギニアに派遣した。

調査団はギニア政府関係者との協議およびサイト調査を行った。

協議およびサイト調査の過程で、両者は付属書に記載した主な事項を確認した。調査団は、基本設計調査報告書を作成するため、更に調査を継続する。

2006年3月16日 コナクリにて

---

渋澤 孝雄  
国際協力機構  
基本設計調査団  
団長

---

M. Sekouba BANGOURA  
ギニア共和国  
協力省協力局長

Amadou Teliel DIALLO  
ギニア共和国  
漁業養殖省・・・長

## 付属書

### 1. 本プロジェクトの目的

本プロジェクトの目的は、ブルビネ漁港にて拡張、機材の供与により、混雑状況を緩和し、零細漁業の振興に寄与することである。

### 2. プロジェクトサイト

プロジェクトサイトは、別添1に示すようにコナクリ市ブルビネ漁港である。

### 3. 責任機関および実施機関

- 3-1. 責任機関は、協力省である。
- 3-2. 実施機関は、漁業養殖省である。
- 3-3. 漁業養殖省の組織図を別添2に示す。

### 4. ギニア側要請内容

調査団との協議の結果、別添3に示す優先順位を記したコンポーネントがギニア側から最終的に要請された。

JICAは引き続き要請内容の妥当性を検証し、その結果を日本政府に推奨する。

### 5. 日本の無償資金協力制度

- 5-1. ギニア側は、調査団が説明した別添4に記載の日本の無償資金協力制度を理解した。
- 5-2. ギニア側は、本プロジェクトの円滑な実施のため、日本の無償資金協力実施の条件である別添5に記載の必要な措置をとる。

### 6. 調査スケジュール

- 6-1. 両者は、本案件の今後のスケジュールについて、不可抗力的な出来事により、変更される可能性がある旨、確認した。
- 6-2. コンサルタントは、ギニアにおいて2006年3月22日まで調査を継続する。
- 6-3. JICAは、基本設計概要報告書をフランス語で作成し、その内容を説明するために調査団を派遣する。
- 6-4. ギニア政府が、基本設計概要報告書の内容を基本的に了解した場合、JICAは最終報告書を作成し、ギニア政府に送付する。

## 7. その他の関連事項

### 7-1. 運営維持管理

- 1) ギニア側は、本プロジェクトによって供与される施設、機材の運営維持管理のために必要な予算と人員を確保することを確約した。
- 2) ギニア側は、4月末までにブルビネ漁港利用に係る内規、利用者協定を改定すると共に厳密な適用を行い、本件実施に伴う管理計画を策定し、在ギニア国日本国大使館に報告する旨、確約した。
- 3) ギニア側は、4月末までに維持管理のための銀行口座を開設し、口座開設以降、ブルビネ漁港施設による全売り上げの10%の積み立てを行い、毎月の出納状況について在ギニア国日本国大使館およびJICAセネガル事務所に報告する旨、確約した。
- 4) ギニア側は、無償資金協力にて供与された施設および機材の所有権は永久にギニア国に属し、公共の便益のために利用する旨、確約した。

### 7-2. 計画地の確定

ギニア国側は、計画地は別添1に示すとおり、大統領令98/C36/PRG/SGGにて確保されている計画地および都市計画住宅省省令No. 1116、1117、1118にて承認され追加された土地の内閣官房長による登記が終了したことにより、計画地が確定した旨、説明した。

### 7-3. 環境社会配慮および事業実施に必要な各種許認可取得について

- 1) ギニア側は、別添6のとおり、環境省より提示された環境社会配慮に係わる緩和対策を実施する旨、確約し、各項目における具体的な計画（予算、人員、対策）を4月末までに在ギニア国日本国大使館に報告する旨、確約した。
- 2) ギニア側は、事業実施に必要な各種許認可取得プロセスおよび取得スケジュールについて3月22日までに調査団に提出する旨、確約した。

### 7-4. ブルビネ漁港利用者の移転

- 1) ギニア側は、移転計画実施に必要な具体的なアクションプラン（予算措置、移転先整備計画、タイムスケジュール、本事業実施後にブルビネ漁港に帰還できない移転対象者への対応策）を3月22日までに作成し、調査団に提出する旨、確約した。
- 2) ギニア側は、本件実施に直接関係する移転対象者全員より、5月末までに移転の合意を取り付け、在ギニア国日本国大使館に報告する旨、確約した。

### 7-5. 先方負担事項

ギニア側は、工事開始までに、本事業実施に障害となる放置船、生活ゴミ等を処分する旨、確約した。

#### 7-6. 案件名の変更

両者は、案件名を「ブルビネ零細漁港拡張計画」に変更することを確認した。

#### 7-7. 質問表の回答

両者は、3月17日までに質問表の回答を調査団に提出する旨、確約した。

要請のコンポーネントと優先順位

Contenu de la requête

Le contenu principal de la requête porte principalement sur les points suivants

|                            | Resultat lors de l'étude préliminaire (BD 調査結果)  |                          |                                  |
|----------------------------|--|--------------------------|----------------------------------|
|                            | Contenu à confirmer (確認内容)   |                          | Classement par ordre de priorité |
| Génie civil<br>土木          | Remblai (y compris le revêtement du quai)  | 埋立て (護岸含む)               | AA                               |
|                            | Revêtement (parties non pavées dans le site existant)  | 舗装 (既存敷地の未舗装箇所)          | B                                |
|                            | Revêtement de la chaussée  | 舗装 (ゲート前)                | A                                |
|                            | Installation de défense pour le quai existant<br>Aménagement du ponton                               | 既存棧橋防舷材増設と整備             | AA                               |
|                            | Slipway (annexé au terrain remblayé)   | スリップウェイ (埋立地付属)          | AA                               |
|                            | Creusement du point d'ancrage  | 作業用泊地の削掘                 | AA                               |
| Infrastructures<br>建築施設    | La fabrique de glace   | 製氷機                      | AA                               |
|                            | La chambre froide  | 冷蔵庫                      | AA                               |
|                            | Hangars de fumage  | 燻製小屋                     | AA                               |
|                            | Boxes pour les intrants de pêche   | 漁具倉庫                     | AA                               |
|                            | Bâtiment pour les activités connexes<br>(boutiques de vente des engins de pêche et autres concernés) | 漁港関係者棟<br>(漁具、積み込み品等販売所) | B                                |
|                            | Toilettes publiques  | 公衆トイレ                    | AA                               |
|                            | Hall de vente de poisson frais pour les mareyeuses<br>(grossistes et détaillants)                    | 鮮魚販売ホール<br>(卸および小売)      | B                                |
|                            | Hangars pour ramander les filets de pêche  | 漁網整備ホール                  | A                                |
| Equipements<br>機材          | Caisse à outils pour le complexe frigorifique  | 冷凍施設関連機材                 | B                                |
|                            | Caisse à poisson (pour peser la glace, transport, et garder les poissons)                            | 魚箱<br>(氷計量・運搬、魚保管用)      | AA                               |
|                            | Outils pour la menuiserie  | 船大工工具                    | C                                |
|                            | Outils pour l'atelier de mécanique   | メンテナンスツール                | C                                |
| Commodités Générales<br>設備 | Traitement des eaux usées (infrastructure adéquate)  | 下水処理施設                   | AA                               |

AA : indispensable、必要不可欠

B : nécessaire、必要

A : important、重要

C : utile、有用

ギニア国 環境省

ブルビネ漁港拡張計画の環境影響調査（EIA）の最終報告書に対する答申

日本の無償資金協力にてブルビネ漁港拡張計画がスタートすることにつき、漁業省が環境省に 2005 年 9 月 26 日付漁業省 No.503 レターで通知してきた。

これを受けて、JICA が 2005 年 10 月 2 日～23 日にギニア国に予備調査団を派遣した。このミッションのもう一つの目的は、プロジェクトの環境影響評価であった。

JICA は、漁業者の責任およびギニア政府の資金で、環境影響評価（EIA）を実施することをプロジェクトの資金提供の前提として位置づけた。

それ以降、JICA と漁業省、環境省の間で、数回の会議が開かれた。

これに対して、漁業省は 2 社のローカル調査会社、GAC サービス（GAC Prestation）とトロピック環境（Tropic Environment）のグループを選んだ。

一方において、環境省が作った参考項目と、JICA の環境ガイドラインを考慮して、拡張プロジェクトの環境アセスメント（TDR）を実施した。

EIA 予備報告書の精査の後、環境省の管轄技術部門の意見、批評、提案の作成と伝達が行われ、最終報告書が調査会社のグループによって作成され、漁業省を通じて環境省に提出された。

EIA 報告書が明らかにしていることは、物理的、生物的、人為的な環境事項が、工事期間中ならびに利用期間中にフォローすべき影響の可能性を示唆していることである。最も強調すべき事項は、マングローブ地域の状況、影響を受ける人々の移動、公害と廃棄物の管理である。

EIA 報告書はこの他に、プロジェクトの利点として次のものをあげている。

- ・ 公的利益のプロジェクトである。
- ・ このプロジェクトの実施は、現在よりもより多くの環境問題（廃棄物（固体、液体）の管理）を解消することが可能である。
- ・ ブルビネ漁港の利用に対して、広い空間を作ることができる。
- ・ 民芸品の製作や質の高い水産加工品の貿易等によって、ブルビネ漁港の能力を増大することができる。



- ・ ブルビネ漁港の衛生状態や安全性の向上を行うことができる。

環境影響評価に関して、ギニアの法規、特に環境影響の手続き手法、内容に関する省令 No.990 の環境法 82 項と 83 項に合致し、また JICA 環境ガイドラインに合致しているブルビネ漁港拡張工事に関する最終報告書は、受容できるものであり、環境アセスメントの価値を持つものである。

次に掲げる本質的な影響は、下記の緩和的措置に従う必要がある。

- ・ 0.6ha のマングローブゾーンは、ギニア森林遺産の管理に関する国家法の規則にしたがって伐採されるべきである。(伐採するならば)
- ・ マングローブの 0.6ha 地帯の喪失を穴埋めするために、適当なサイトに再植林すべきである。
- ・ 影響を受ける人々の移動プロセスは、環境モニタリングプログラム (PSSE) を実施する範囲において、漁業省支援のもとに、環境省の戦略企画調整の実施により調整されるべきである。
- ・ PSSE プログラムは、特に次のことについて注意を要する。
  - ティミネタヤとボンフィの受け入れ先サイトの物理的準備
  - プロジェクト後に、ブルビネ漁港にて影響を受けた人々の移転、定着や帰還
- ・ ブルビネ漁港の漁港設備の衛生と清掃（固体、液体ゴミの処理）は永続的な環境管理原理に従うべきである。

#### <結論>

環境省は、基本設計調査に従って、ブルビネ漁港の拡張計画の作業を開始することを漁業省に対して承認する。

Chick Abdel Kader SANGARE

## ブルビネ漁港の拡張プロジェクトの環境社会緩和に関する実行ガイドライン

本書類は、ブルビネ漁港拡張プロジェクトの実現に必要な提言環境の提供を目的としている。この実行ガイドラインは、ブルビネ漁港拡張プロジェクトの環境影響評価に対する環境省の答申を実行するプロセスを成すものである。

この目的で、本書類は答申の内容や、社会的に受容できる「赤道原則」に合致し、環境的に持続しえるプロジェクトサイトの準備条件を決定するものである。

1. 伐採すべきマングローブの代償として、他の地域に再植林プロジェクトを実施すること。
2. 影響を受ける人々に対して、臨時受け入れ先での滞在や、ブルビネ漁港の新たな入植地への帰還に関する費用は、漁業省が負担すること。
3. 予防的、治療的コンサルティングを通じて、移動すべき人々と受入れ側の人々を決定プロセスの中への参加を促進すること。
4. 移動のプロセスについては、州政府と関係市町村に情報提供し、支援を得ること。
5. 移動の際に、弱者（女性、身体障害者）支援を優先させること。
6. CDD（Comité de Développement du Débarcadère：船着場開発委員会）の介入能力を強化すること。
7. 清掃道具、設備の永続的管理のため、CDD、関連当局、近隣住民、港利用者とゴミ運搬公共サービスの間で、協力体制を促進すること。
8. すぐに（3月中に）環境モニタリング室を設置し、建設と利用の期間にその費用負担を確保すること。
9. 4月～6月の間、準備期間活動プランを作成し、環境監視プログラムを実施すること。
10. マングローブ伐採と建設許可の獲得手続きを実施すること。
11. ブルビネ漁港は一級に分類される構造物である。この目的で、環境省の答申は、ブルビネ港施設の開始許可を含んでいる。
12. 環境省戦略企画調整室では、ブルビネ漁港の建設および利用期間中にわたって、すべてのガイドラインの永続的なコントロールを保障するものである。

2006年3月14日、コナクリ

Elhadj. Mandjan KONATE

**PROCES-VERBAL DE DISCUSSIONS SUR  
L'ETUDE DU CONCEPT DE BASE  
POUR  
LA 5EME PHASE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE  
ARTISANALE EN REPUBLIQUE DE GUINEE  
(PROJET D'EXTENSION DU PORT DE PECHE ARTISANALE DE BOULBINET)  
(EXPLICATION DU RAPPORT ABREGE DE L'ETUDE DU CONCEPT DE BASE)**



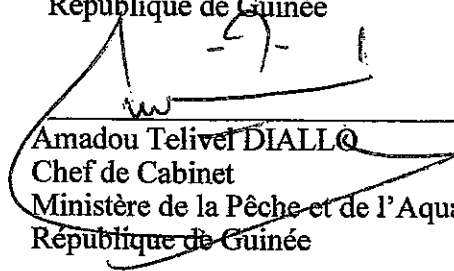
En vue de répondre à la requête du gouvernement de la République de Guinée (désignée ci-après "la Guinée"), le gouvernement du Japon a décidé d'exécuter une étude du concept de base pour le Projet d'Extension du Port de Pêche Artisanale de Boulbinet (désigné ci-après "le Projet") et l'a confiée à l'Agence Japonaise de Coopération Internationale, personne morale de l'administration indépendante (désignée ci-après "la JICA").

Sur la base de l'étude du concept de base concernant le Projet (désignée ci-après "Basic Design"), qui a eu lieu sur place en Guinée du 27 février au 22 mars 2006, ainsi que du résultat de l'analyse de la Basic Design, effectuée par la suite au Japon, la JICA a rédigé le rapport abrégé de l'étude du concept de base.

Du 21 au 29 août 2006, la JICA a délégué en Guinée une mission chargée de l'explication sur le rapport abrégé de l'étude du concept de base (désignée ci-après "la Mission"), dirigée par M. Tsutomu SHIMIZU, agent de l'Equipe du Développement Rural / 3<sup>ème</sup> Groupe de la Gestion des Projets / Département de la Gestion de la Coopération Financière non-remboursable de la JICA, afin de confier à la Mission l'explication et la concertation relatives au rapport abrégé de l'étude du concept de base.

Au terme de la concertation, les deux parties ont conjointement confirmé ce qui est stipulé sur les pièces annexées (COMPLEMENT).

Fait à Conakry le 24 août 2006

|  |   |  |
|--|---|--|
| <br>M. Tsutomu SHIMIZU<br>Chef de Mission de l'explication du rapport<br>abrégé de l'étude du concept de base<br>Agence japonaise de Coopération Internationale<br>(JICA) |  | <br>M. Sékouba BANGOURA<br>Directeur National de la Coopération<br>Internationale<br>Ministère de la Coopération<br>Internationale<br>République de Guinée |
|  |   | <br>Amadou Teliel DIALLO<br>Chef de Cabinet<br>Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture<br>République de Guinée   |

## COMPLEMENT

### 1. Contenu du rapport abrégé de l'étude du concept de base

La partie guinéenne a exprimé son accord de principe au contenu du rapport abrégé de l'étude du concept de base

### 2. Système de coopération financière non-remboursable du Japon

- (1) La partie guinéenne a entièrement pris note encore une fois du système de coopération financière non-remboursable du Japon, mentionné dans l'ANNEXE 4 attachée au procès-verbal de la discussion sur l'étude du concept de base, qui a été convenu et signé en date du 16 mars 2006
- (2) La partie guinéenne a pris note également des mesures à accomplir par elle-même et s'est engagée de nouveau à les mettre en œuvre au cas où elle bénéficierait de la coopération financière non-remboursable dans le cadre du Projet, conformément aux dispositions figurant dans l'ANNEXE 5, attachée au procès-verbal de discussion sur l'étude du concept de base, qui a été convenu et signé en date du 16 mars 2006, ce qui est indispensable pour assurer la réalisation sans à-coups de la présente coopération

### 3. Calendrier ultérieur

Dès le retour de la Mission, la JICA procédera à la rédaction du rapport final de l'étude du concept de base, et expédiera celui-ci à la partie guinéenne (Ministère de la coopération internationale) vers le mois d'octobre 2006

### 4. Autres points discutés

#### (1) Plan de déplacement

1. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée s'engage à assurer l'opération de déplacement des personnes ayant trait avec le port de pêche de Boulbinet, avant le lancement de l'appel d'offres pour le Projet, conformément au plan d'action ainsi qu'au calendrier, qui sont en annexe du présent procès-verbal (Annexe-I)
2. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée a rendu compte de la fin de l'opération d'obtention des consentements de la part des personnes concernées conformément au programme de déplacement, qui est en annexe du présent procès-verbal (Annexe-II)

3. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée a informé que le budget requis pour la mise en œuvre de l'opération de déplacement est obtenu ; voir Annexe-III du présent procès-verbal
4. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée a rendu compte de l'état actuel de mise en œuvre des mesures de mitigation, préconisées par le Ministère de l'environnement en matière d'opération de déplacement ; voir Annexe-IV du présent procès-verbal
5. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée s'engage, à travers le Ministère de la coopération internationale, à tenir informé le bureau de la JICA, sis au Sénégal, de l'état d'avancement de l'opération de déplacement

## (2) Exploitation, Entretien et Gestion

1. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée s'engage à prendre toute la responsabilité en matière d'exploitation, d'entretien et de gestion relatifs au port de pêche de Boulbinet, à superviser la Direction dudit port et du Comité du Développement de Débarcadère (CDD), de sorte que ce port de pêche soit exploité de manière appropriée
2. S'agissant des tâches à accomplir par les divers acteurs concernés, en vue d'assurer l'entretien et la gestion des infrastructures et équipements du port de pêche de Boulbinet, le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée les a expliqués :
  - Le CDD s'occupe du nettoyage
  - La Direction du port assure l'entretien et la gestion journaliers des infrastructures et équipements
  - Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture prendra en charge les réparations de grande envergure et renouvellements éventuels des infrastructures et équipements
3. Concernant le règlement intérieur et la convention de mise en exploitation, qui régiront l'exploitation des infrastructures par les utilisateurs après la réalisation du Projet, la Mission a fait la proposition ; voir Annexe-V du présent procès-verbal.

A ce sujet, le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée ne manquera pas d'établir lesdits règlement et convention, qui tiennent compte de la propositions précitée, avant la fin du mois de septembre 2006 et, de les communiquer au bureau de la JICA sis au Sénégal à travers le Ministère de la coopération internationale, Direction nationale de la coopération

TB

4. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée continuera à prélever 10 % des recettes issues de l'utilisation des infrastructures du port de pêche de Boulbinet et de les mettre en réserve pour les utiliser dans le but de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures et équipements dudit port. A ce sujet, le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée ne manquera pas de rendre compte chaque mois au bureau de la JICA, sis au Sénégal, de la situation relative aux dépenses et recettes à travers le Ministère de la coopération internationale, Direction nationale de la coopération

(3) Diverses autorisations

Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée ne manquera pas d'obtenir, auprès du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat, le permis de construction des infrastructures concernées, avant le lancement de l'appel d'offres et communiquer cette obtention au bureau de la JICA, sis au Sénégal à travers le Ministère de la coopération internationale, Direction nationale de la coopération

(4) Tâches du ressort de la partie guinéenne

1. S'agissant du terrain à occuper provisoirement pour faciliter les travaux dans le cadre du Projet, le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée s'engage à mettre à la disposition du constructeur un espace nécessaire à cet effet
2. Le Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée s'engage à dégager les ouvrages se trouvant illégalement au port de pêche de Boulbinet ainsi que les conteneurs frigorifiques avant le lancement de l'appel d'offres

(5) Utilisation du port de pêche de Boulbinet pendant les travaux de construction

La Mission a expliqué au Ministère de la pêche et de l'aquaculture de la Guinée la nécessité d'interdire l'utilisation du port de pêche de Boulbinet pendant la période des travaux de construction.

Par ailleurs, la partie guinéenne sollicite l'exploitation de la fabrique de glace pour assurer l'approvisionnement des embarcations en glace et s'engage à assurer la sécurité nécessaire

(6) Traitement des eaux usées en provenance des infrastructures existantes concernées

En précisant que de telles infrastructures existantes ne font pas l'objet de la mise en place du système de traitement des eaux usées dans le cadre du Projet, la Mission a expliqué à la partie guinéenne la nécessité de prévoir un système de traitement des eaux usées par ses propres moyens

**ANNEXE I et IV**

**LA LISTE ET PERIODES DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE  
MITIGATION EN FAVEUR DES UTILISATEURS A DEPLACES  
PENDANT LA PERIODE D'EXECUTION PROJET D'EXTENSION DU  
PORT ARTISANALE DE BOULBINET**

| <b>N°O</b> | <b>Désignations</b>   | <b>Périodes<br/>d'exécution</b>                            | <b>Observations</b>            |
|------------|---|--|--------------------------------|
| <b>01</b>  | <b>Nettoyage des ports de<br/>Boulbinet, de Téminètaye et<br/>de Bonfi</b>  | <b>Du mois de Août<br/>Au Septembre 2006</b>               | <b>En voie<br/>d'exécution</b> |
| <b>02</b>  | <b>Entretien du bloc latrines<br/>existant à Téminètaye</b>   | <b>Du 1<sup>er</sup> au 31Août<br/>2006</b>                | <b>En voie<br/>achèvement</b>  |
| <b>03</b>  | <b>Construction du bloc latrines<br/>de six (6) cabines au port de<br/>Téminètaye</b>   | <b>Du 1<sup>er</sup> au 31Août<br/>2006</b>                | <b>En voie<br/>achèvement</b>  |
| <b>04</b>  | <b>Construction des amarrages<br/>mouillés en Béton armé au<br/>port de Téminètaye</b>  | <b>Du mois de<br/>septembre au mois<br/>d'octobre 2006</b> | <b>-</b>                       |
| <b>05</b>  | <b>Déplacement des containers<br/>métalliques de Boulbinet<br/>pour les ports de Téminètaye<br/>ou Bonfi y compris les<br/>containers frigorifiques</b> | <b>Du 02 au 31<br/>Janvier 2007</b>                        | <b>-</b>                       |
| <b>06</b>  | <b>Déplacement des utilisateurs<br/>de Boulbinet vers les ports de<br/>Téminètaye et de Bonfi</b>   | <b>Mois de janvier<br/>2007</b>                            | <b>-</b>                       |
| <b>07</b>  | <b>Enlèvement de tous les<br/>kiosques en bois, les fumoirs<br/>privés et les Taudis</b>  | <b>Du 02 au 31<br/>Janvier 2007</b>                        | <b>-</b>                       |

73

7

4  
- 1





# ANNEXE III

73

## DEVIS POUR LE DEGUERPISSSEMENT DU PORT DE BOULBINET ET L'INSTALLATION DES PECHEURS AUX PORTS DE TEMINETAYE ET BONFI

| N° | DESIGNATION   | U  | QTE | P, UNITAIRE | MONTANT            |
|----|---|----|-----|-------------|--------------------|
| 1  | Nettoyage du port (y/compris le deguerpissement de tous les kiosques en bois et today)  | FF | 1   | 149 560 000 | 149 560 000        |
| 2  | Déplacement des conteneurs du port Boulbinet pour les ports de Teminétaye ou Bonfi      | U  | 22  | 7 250 000   | 159 500 000        |
| 3  | Déplacement des kiosques métalliques de Boulbinet pour les ports de Bonfi ou Teminétaye | FF | 1   | 114 500 000 | 114 500 000        |
| 4  | Entretien du bloc latrines existant à teminétaye  | U  | 1   | 84 559 000  | 84 559 000         |
| 5  | Construction du bloc latrines de 6 cabines au port de Teminétaye                        | U  | 1   | 124 581 000 | 124 581 000        |
| 6  | Construction des amarrages mouilles en BA au port de Teminétaye                         | FF | 1   | 34 500 000  | 34 500 000         |
| 7  | Nettoyage des ports de Teminétaye et de Bonfi   | U  | 2   | 60 400 000  | 120 800 000        |
|    | <b>TOTAL</b>  |    |     |             | <b>788 000 000</b> |

*[Signature]*

*[Signature]*

## Annexe-V

### Proposition en vue de modifier le règlement intérieur et la convention d'utilisation des infrastructures et équipements au port de pêche de Boulbinet

#### I. Dispositions générales (règlement intérieur)

- 1) Le règlement intérieur stipulera explicitement que le Ministère de la pêche et de l'aquaculture assure la gestion générale du port de pêche de Boulbinet avec toute sa responsabilité et que la gestion quotidienne dudit port de pêche est assurée par sa Direction
- 2) Le règlement intérieur stipulera explicitement que l'opération de nettoyage à l'intérieur dudit port de pêche (y compris celle au niveau des latrines) est prise en charge par les utilisateur du port de pêche eux-mêmes, sous l'initiative du CDD, et que la Direction du port de pêche assure le nettoyage et l'entretien des fosses septiques
- 3) Interdiction de faire des besoins au dehors des latrines à l'intérieur dudit port de pêche.  
Interdiction de jeter des déchets au dehors des boîtes à déchets
- 4) Renforcement de la surveillance pour prévenir la mise en place des ouvrages illégaux. A cet effet, la Direction dudit port de pêche désignera un (des) préposé(s) chargé(s) de la surveillance

#### II. Le principe d'utilisation de chaque infrastructure

- 5) [ Poste de gardiennage devant le portail d'entrée]  
En principe, seuls les personnes et véhicules qui sont censés faire le travail ayant trait avec ledit port de pêche sont autorisés à entrer et circuler à l'intérieur du port de pêche
- 6) [ Zone dont la gestion spécifique est réservée au port de pêche]
  - Aux consommateurs ordinaires et personnes qui ne portent pas de permis d'entrée, il sera interdit de pénétrer dans la zone dont la gestion spécifique est réservée au port de pêche (y compris le ponton) (Pour être autorisés à avoir accès à cette zone, les véhicules et personnes intéressés doivent s'inscrire au préalable à la Direction du port de pêche et obtenir le permis d'entrée)
  - Les véhicules s'occupant du transport de poissons débarqués subiront d'abord le contrôle au poste de gardiennage à la hauteur du portail (2) avant d'avoir accès au ponton et, le chargement de poissons débarqués dans ces véhicules une fois terminé, ceux-ci subiront le contrôle à la hauteur du portail (1) avant de sortir. Durant cette opération, les véhicules respecteront la règle de sens unique de la circulation
  - Les pêcheurs venant et sortant, les pêcheurs débarquant les poissons au quai en dehors de l'aire de la gestion et les mareyeurs vendant en gros les poissons à l'aire de manutention, eux doivent être passés à l'inspection au poste de gardien situé à chaque portail pour entrer dans l'aire de manutention.
  - Le gardiennage dudit port de pêche sera assuré, 24 heures sur 24, par les gardiens postés à chaque poste de gardiennage, qui travailleront en équipes
- 7) [Hall de vente aux poissons frais]
  - Ce sera une obligation pour les détaillants utilisant le hall de vente aux poissons frais de s'inscrire à titre d'utilisateurs ; la carte d'inscription leur sera délivrée
  - Seules les personnes portant la carte d'inscription auront le droit d'utiliser cette infrastructure moyennant le paiement du prix d'utilisation.
  - La gestion de la présente infrastructure sera assurée par le Comité du Développement du Débarcadère. Aux détaillants utilisant la présente infrastructure, le CDD va faire nettoyer au fond l'intérieur de cette infrastructure, alors que le CDD s'occupera du nettoyage des passages ainsi que du nettoyage des paniers d'accumulation de déchets, situés au niveau des puisards où les eaux usées confluent
- 8) [ Hangar de fumage]
  - La gestion des nouvelles infrastructures, telles que deux hangars de fumage, une baraque de pré-traitement de fumage et un dépôt de bois, sera confiée à la coopérative de fumage qui assure d'ores et déjà la gestion des infrastructures de même nature

- Les personnes s'occupant du pré-traitement de fumage prendront la responsabilité du nettoyage de l'intérieur de la baraque de pré-traitement de fumage, alors que la coopérative de fumage va prendre en charge le nettoyage (une fois par jour) du panier d'accumulation de déchets, situé au niveau du puisard où les eaux usées confluent
- 9) [Boxe pour les intrants de pêche]
- Le prix de location actuel de la présente infrastructure sera passé en revue ; un prix approprié sera perçu
  - La gestion de la présente infrastructure sera assurée par le CDD. A cet effet, ce dernier déterminera des règles bien détaillées en matière de nettoyage régulier et de dégagement de déchets, puis mettre en place une structure d'exécution chargée de ces opérations
- 10) [Bâtiment pour les activités connexes]
- A l'instar des kiosques privés existants, qui occupent une superficie moyenne de 4 m<sup>2</sup> environ de terrain, la location du terrain de cette nouvelle infrastructure va se baser sur une unité de 4 m<sup>2</sup>. Les travaux de menuiserie à effectuer à l'intérieur de l'unité louée seront à la charge du locataire
  - La gestion de la présente infrastructure sera assurée par le CDD. A cet effet, ce dernier déterminera des règles bien détaillées en matière de nettoyage régulier et de dégagement de déchets, puis mettre en place une structure d'exécution chargée de ces opérations
- 11) [Toilettes publiques]
- La gestion de la présente infrastructure sera assurée par le CDD. Ce dernier postera un contrôleur permanent à chaque toilette ; ce contrôleur s'occupera du nettoyage régulier
  - Prélèvement du prix d'utilisation des W.-C. et douches.
- 12) [Dépôt de déchets]
- Nécessité de faire bien comprendre aux intéressés l'interdiction formelle de rejeter des déchets au dehors du dépôt de déchets
  - La gestion de la présente infrastructure sera assurée par le CDD. A cet effet, ce dernier déterminera des règles bien détaillées en matière de nettoyage régulier et de dégagement de déchets, puis mettre en place une structure d'exécution chargée de ces opérations
- III. Autres
- 13) Limitation de la durée de temps d'accostage des barques s'occupant du transport des voyageurs et des marchandises nécessaires pour la vie quotidienne aux îles isolées.
- 14) Il sera formellement interdit aux gardiens ainsi qu'à ceux qui n'ont pas le permis de loger ou dormir provisoirement dans l'enceinte du port de pêche
- 15) Application du régime de demande de permis et autorisations, l'interdiction de construire des ouvrages non permisibles et l'interdiction d'introduire et/ou mettre en place des ouvrages de grande taille dans l'enceinte du port de pêche

TS

4

ギニア共和国  
第5次小規模漁業振興計画  
基本設計調査  
(基本設計概要説明)

議事録(案)

ギニア共和国(以下ギニアと記す)政府よりの要請に基づき、日本国政府は「第5次小規模漁業振興計画」(以下「プロジェクト」と記す)に関する基本設計調査の実施を決定し、その実施を国際協力機構(以下「JICA」と記す)に委託した。

JICAは、2006年2月27日から3月22日まで実施した本プロジェクト基本設計調査(現地調査)(以下「B/D」と記す)およびその後の国内解析に基づき基本設計概要書を取りまとめた。

JICAは、ギニア側に基本設計概要書を説明し、協議を行うために、JICA無償資金協力部業務第三グループ農漁村開発チーム 清水 勉 を団長とする基本設計概要説明調査団(以下「調査団」と記す)を2006年8月21日から8月29日までギニアへ派遣した。

協議の結果、両者は付属書(COMPLEMENT)に記載した主な事項を確認した。

2006年8月24日 コナクリ

---

清水 勉

団長

基本設計概要説明調査団

国際協力機構

---

M.Sekouba BANGOURA

国際協力省協力局長

ギニア共和国

---

Amadou Teliel DIALLO

漁業養殖省官房長

ギニア共和国

## 付属書

### 1. 基本設計概要書の内容

ギニア側は、調査団が説明した基本設計概要書の内容について原則合意した。

### 2. 日本の無償資金協力制度

- (1) ギニア側は、2006年3月16日に合意・署名されたB/D協議議事録添付資料4に記載されている日本国の無償資金協力制度について、あらためて十分に理解した。
- (2) ギニア側は、本プロジェクトに対する無償資金協力が実施される場合、協力の円滑な実施のために、2006年3月16日に合意・署名されたB/D協議議事録添付資料5に記載されたとおり、ギニア側が行うべき必要な処置を理解し、またこれを行うことを再度約束した。

### 3. 今後のスケジュール

JICAは基本設計概要説明調査団の帰国後、基本設計最終報告書を作成し、2006年10月頃、ギニア側(国際協力省)に送付する予定である。

### 4. その他の協議事項

#### (1) 移転計画について

- ① 漁業養殖省は、別添Ⅰのアクションプラン及びタイムスケジュールに基づいてブルビネ漁港関係者の移転を実施し、入札公示前まで完了することを確約した。
- ② 漁業養殖省は、別添Ⅱの移転計画に従って移転対象者の同意取り付けが完了したことを説明した。
- ③ 漁業養殖省は、別添Ⅲに示す内訳のとおり移転計画の実施に必要な予算が確保されたことを説明した。
- ④ 漁業養殖省は、漁港関係者の移転に関し、環境省より提示された緩和策の実施状況について別添Ⅳのとおり説明した。
- ⑤ 漁業養殖省は、移転の進捗について国際協力省を通じてJICAセネガル事務所に報告する旨、確約した。

#### (2) 運営維持管理について

- ① 漁業養殖省は、ブルビネ漁港の運営維持管理に係る全ての責任を負い、同漁港が適切に運営されるよう、ブルビネ漁港事務所、水揚場管理委員会を監督する旨、確約した。
- ② 漁業養殖省は、同漁港の施設・機材の維持管理に関する関係機関の役割分担について、以下のとおり説明した。
  - 水揚場管理委員会: 清掃など
  - ブルビネ漁港事務所: 施設・機材の日常的な維持管理
  - 漁業養殖省: 施設・機材の大規模な修理及び更新
- ③ 調査団は、本計画実施後の施設利用にかかる関係者間の協定について別添Ⅴのとおり提言し

た。漁業養殖省は、同提言に配慮した協定案を 2006 年 9 月末までに策定し、国際協力省協力局を通じて JICA セネガル事務所に報告する。

- ④漁業養殖省は、今後も継続して、漁港施設利用料に係る売上金 10%の積み立てを行い、施設・機材の運営維持のために活用し、その出納状況について(毎月)国際協力省協力局を通じて JICA セネガル事務所に報告する。

(3)建設許可について

漁業養殖省は、都市計画・住宅省より、入札公示までに建設許可を取得し、国際協力省協力局を通じて JICA セネガル事務所に報告する。

(4)ギニア側負担事項について

- ①漁業養殖省は、本計画に必要な仮設ヤードについて、入札公示前までに、必要なスペースを建設会社に提供できるようにすることを確約した。
- ②ギニア側はプロジェクトサイト内の違法建築物及び冷凍コンテナ等を入札公示前に撤去することを確約した。

(5)工事中の施設利用について

調査団は、漁業養殖省に対し、工事期間中の施設利用は禁止するべきである旨、説明した。一方、ギニア側は、漁船に氷を確実に供給するために製氷機を稼動することを強く要望し、必要な安全を確保することを約束した。

(6)既存施設の下水処理について

調査団は、既存施設の下水処理は本計画の対象としないためギニア側により対応すべきであることを説明した。

別添 I & IV

ブルビネ零細漁港拡張計画実施期間中に移動すべき漁港利用者のために  
講じられる緩和措置とその実施時期リスト

| No. | 緩和措置内容   | 実施時期         | 備考   |
|-----|--|--------------|------|
| 01  | ブルビネ、テミネタイェおよびボンフィ漁港清掃                         | 2006年8月～9月   | 実施中  |
| 02  | テミネタイ漁港既設公衆トイレ保守                               | 2006年8月1～31日 | 終了間近 |
| 03  | テミネタイ漁港新規公衆トイレ（6室）建設                           | 2006年8月1～31日 | 終了間近 |
| 04  | テミネタイ漁港新規停泊係留施設（鉄筋コンクリート製）建設                   | 2006年9～10月   | —    |
| 05  | ブルビネ漁港からテミネタイェあるいはボンフィ漁港への金属製コンテナ移動（冷凍コンテナを含む） | 2007年1月2～31日 | —    |
| 06  | ブルビネ漁港利用者のテミネタイェあるいはボンフィ漁港への移動                 | 2007年1月      | —    |
| 07  | 一切の木製キオスク、私設燻製施設およびバラックの撤去                     | 2007年1月2～31日 | —    |

# Plan de démenagement et retour des utilisateurs du Port de Boulbinet

| Utilisateurs du port                      |                                     |                |                    |                     |              |           |            |      |        | Plan de démenagement |        |              |              |              |               |            |          |                    |  | Plan de retour |  |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------|---------------------|--------------|-----------|------------|------|--------|----------------------|--------|--------------|--------------|--------------|---------------|------------|----------|--------------------|--|----------------|--|
| Catégorie                                 | Groupes                             | Nombre barques | Résident permanent | Résident temporaire | Non-Résident | Sub-total | Tombereaux | Boat | Dickie | Lustreth             | Exposé | Felté sakana | Marché Niger | Marché Kouba | Marché Médias | Sous total | Priorité | % retour et nombre |  |                |  |
| Amateurs<br>(12 barques)<br>(161 barques) | Filbote (57 barques)                | 57             | 0                  | 0                   | 30           | 30        | 22         | 2    | 0      | 6                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 30         | A        | 90%                |  |                |  |
|   | Doradier (43 barques)               | 43             | 0                  | 31                  | 0            | 31        | 0          | 31   | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 31         | A        | 50%                |  |                |  |
|   | Maacholou (18 barques)              | 18             | 0                  | 0                   | 11           | 11        | 8          | 0    | 3      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 11         | A        | 90%                |  |                |  |
|   | Fun Funyi (16 barques)              | 16             | 14                 | 0                   | 0            | 14        | 14         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 14         | A        | 90%                |  |                |  |
|   | Voillier (27 barques)               | 27             | 26                 | 0                   | 0            | 26        | 26         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 26         | A        | 50%                |  |                |  |
| Médias poissons                           | Filbote (28/barque x 57 barques)    |                | 0                  | 0                   | 1425         | 1425      | 1220       | 55   | 0      | 150                  | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 1425       | A        | 90%                |  |                |  |
|   | Doradier (8/barque x 43 barques)    |                | 0                  | 344                 | 0            | 344       | 0          | 344  | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 344        | A        | 50%                |  |                |  |
|   | Maacholou (6/barque x 18 barques)   |                | 0                  | 0                   | 108          | 108       | 72         | 24   | 12     | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 108        | A        | 90%                |  |                |  |
| CONSTRUCTION DE BARQUES                   | Fun Funyi (4/barque x 16 barques)   |                | 64                 | 0                   | 0            | 64        | 64         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 64         | A        | 90%                |  |                |  |
|   | Voillier (2/barque x 27 barques)    |                | 54                 | 0                   | 0            | 54        | 54         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 54         | A        | 50%                |  |                |  |
|   | 1 er Groupe                         |                | 2                  | 0                   | 7            | 9         | 9          | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 9          | A        | 90%                |  |                |  |
| FUMIERS                                   | 2 ème Groupe                        |                | 0                  | 0                   | 8            | 8         | 8          | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 8          | A        | 90%                |  |                |  |
|   | 3 ème Groupe                        |                | 4                  | 0                   | 3            | 7         | 7          | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 7          | A        | 90%                |  |                |  |
|   | LIMANYA (sans hangar)               |                | 109                | 0                   | 79           | 188       | 188        | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 188        | A        | 100%               |  |                |  |
| MAREUSEES                                 | FEKHU MIKHI KEMER (sans hangar)     |                | 11                 | 0                   | 187          | 198       | 198        | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 198        | A        | 100%               |  |                |  |
|   | FEKHU MIKHI KEMER (sous hangar)     |                | 21                 | 1                   | 11           | 33        | 33         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 33         | A        | 100%               |  |                |  |
|   | LYMANIA (sans hangar)               |                | 29                 | 0                   | 12           | 41        | 41         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 41         | A        | 100%               |  |                |  |
|   | COOMAR (DOUGUI FOULOUM) SERE ASSOUI |                | 0                  | 0                   | 52           | 52        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | DEVANT PRIGO                        |                | 12                 | 0                   | 44           | 56        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | DEVANT LE POSTE DE PECHE            |                | 0                  | 0                   | 35           | 35        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | GRUPE SERE AICHA                    |                | 0                  | 0                   | 35           | 35        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses (F+M) Migrants Leonais     |                | 0                  | 0                   | 32           | 32        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses SERE GUIRINBAGUI           |                | 0                  | 0                   | 40           | 40        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses SERE AICHA BANQUETTE       |                | 0                  | 0                   | 35           | 35        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
| COMMERCANTS                               | Mareuses SERE JAPAN FLEX SL         |                | 0                  | 0                   | 16           | 16        | 100        | 70   | 77     | 50                   | 40     | 40           | 40           | 40           | 40            | 497        | B        | 50%                |  |                |  |
|   | Mareuses ASSOCIATION BACHE BLEU     |                | 0                  | 0                   | 39           | 39        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses LYMANIA                    |                | 0                  | 0                   | 18           | 18        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses SERE TANTI AICHA           |                | 0                  | 0                   | 29           | 29        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses SERE HADJA                 |                | 0                  | 0                   | 14           | 14        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses GROUPE BALIA TOURE         |                | 0                  | 0                   | 28           | 28        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses GROUPE FATOUMATA SOUARE    |                | 0                  | 0                   | 52           | 52        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | Mareuses GROUPE MAMATA KEITA        |                | 0                  | 0                   | 16           | 16        |            |      |        |                      |        |              |              |              |               |            |          |                    |  |                |  |
|   | KIOSQUES                            |                | 38                 | 2                   | 3            | 43        | 43         | 43   | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 43         | C        | 100%               |  |                |  |
|   | TABLIERS                            |                | 0                  | 0                   | 47           | 47        | 47         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 47         | B        | 50%                |  |                |  |
| MANUTENTIONNAIRES                         | TELECENTRES                         |                | 0                  | 0                   | 6            | 6         | 0          | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 6            | 0            | 0             | 6          | B        | 50%                |  |                |  |
|   | CONTAINERS                          |                | 4                  | 0                   | 16           | 20        | 20         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 20         | B        | 50%                |  |                |  |
|   | Ecailliers de poissons              |                | 16                 | 0                   | 5            | 21        | 21         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 21         | B        | 90%                |  |                |  |
| MANUTENTIONNAIRES                         | Porteurs de poissons                |                | 0                  | 0                   | 120          | 120       | 120        | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 120        | B        | 90%                |  |                |  |
|   | Charcutiers                         |                | 0                  | 0                   | 44           | 44        | 44         | 0    | 0      | 0                    | 0      | 0            | 0            | 0            | 0             | 44         | B        | 50%                |  |                |  |
|   | Grand total                         | 161            | 404                | 378                 | 2607         | 3389      | 2359       | 526  | 92     | 206                  | 40     | 40           | 46           | 40           | 40            | 3389       |          | 2634               |  |                |  |

ANNEE 2011 - A . 1ère session - D . Dôme priorité % . pourcentage du nombre d'utilisateurs pour le retour

73

A



別添 Ⅲ

漁民のブルビネ漁港立退きおよびテミネタイ、ボンフィ漁港への  
一時入居に関する見積り（金額）

（単位：GF／ギニアフラン）

| No | 実 施 行 動 内 容                        | 単 位 | 数 量 | 単 価         | 金 額         |
|----|------------------------------------|-----|-----|-------------|-------------|
| 1  | 漁港清掃（一切の木製キオスクおよびバラックの撤去を含む）       | FF  | 1   | 149,560,000 | 149,560,000 |
| 2  | ブルビネ漁港からテミネタイあるいはボンフィ漁港へのコンテナ移動    | U   | 22  | 7,250,000   | 159,500,000 |
| 3  | ブルビネ漁港からボンフィあるいはテミネタイ漁港への金属製キオスク移動 | FF  | 1   | 114,500,000 | 114,500,000 |
| 4  | テミネタイ漁港既設公衆トイレ保守                   | U   | 1   | 84,559,000  | 84,559,000  |
| 5  | テミネタイ漁港新設公衆トイレ（6室）建設               | U   | 1   | 124,581,000 | 124,581,000 |
| 6  | テミネタイ漁港新設停泊係留施設建設（鉄筋コンクリート製）       | FF  | 1   | 34,500,000  | 34,500,000  |
| 7  | テミネタイおよびボンフィ漁港清掃                   | U   | 22  | 60,400,000  | 120,800,000 |
| 計  |                                    |     |     |             | 788,000,000 |

注) 単位（行動単位） FF：請負、U：ユニット

## 別添 V

### ブルピネ漁港の内規、施設利用規則の改正案

#### I 一般事項（内規）

- 1) 内規において、本漁港の全ての管理責任は、漁業養殖省・海面漁業局が負うものとし、日々の運営管理はブルピネ漁港当局が負うものとして明文化する。
- 2) 利用協定における港内清掃やトイレの掃除は、CDD を筆頭とした利用者側が行うが、浄化槽の掃除とメンテナンスは、ブルピネ漁港当局が行うものとして明確に文書化する。
- 3) トイレ以外の港内での排泄行為の禁止。施設完成、使用開始後約 3 ヶ月間を目途に監視・指導員を置いて徹底する。
- 4) 建築物の不法建設の監視を強化する。漁港管理事務所内に監視係りを選任し、その任に当たる。

#### II 各施設の利用原則

##### 5) ゲート前守衛所

漁港に係る業務を行う人および車輛のみの入場・通行を原則とする

##### 6) 漁港管理区域

- ・一般消費者ならびに許可証を持たない者の棧橋を含む漁港管理区域への入場を禁止する（管理区域への入場車輛および入場者はあらかじめ管理事務所に登録して入場許可証を発行されたもののみを対象とする）
- ・水揚げ運搬車両はゲート(2)の守衛所でチェックを受けた後、棧橋に入り荷揚げ後はゲート(1)でチェックを受けて退出する。この間は完全な一方通行のルートとする。
- ・上下船する漁民、管理区域外の岸壁からの水揚げを行う漁師及び仲買人が卸売りの場となる荷捌場に入場するためには各ゲートの守衛所でチェックを受けることとする。
- ・各守衛所に勤務する守衛は交代性の 24 時間体制で管理業務を行なう

##### 7) 鮮魚販売ホール

- ・約 2.5 m<sup>2</sup>を 1 単位とし、陳列台及び給排水設備を備えた接客スペースを提供して賃貸を行なう。
- ・鮮魚販売ホールを利用する小売人には利用者登録を義務付け、登録者証の発行を行う。
- ・登録証を持つもののみが施設利用料を支払った上で利用できるものとする。
- ・施設はCDDの管理下におき、各小売り人には販売区画内の清掃を徹底させ、CDDは通路の清掃、排水の合流枡に設けた集塵カゴの清掃を毎日行なうこととする。

##### 8) 燻製棟

- ・新たに加わった 2 棟の燻製棟と燻製前処理小屋および燃料小屋を含めて従来どおり燻製業者組合に管理を委ねる。
- ・燻製前処理小屋内の清掃は燻製前処理人の責任で行なうことを徹底し、燻製業者組合は排水集水枡に設けた集塵カゴの清掃を 1 回/日行なうこととする

9) 漁具倉庫

- ・新設の漁具倉庫と既設漁具倉庫の賃貸料を再検討し適切な賃貸料を徴収する
- ・CDDの管理下におき、定期的な清掃とゴミ出し規則の詳細を定めて実行組織を作る。

10) 漁港関係者棟】

- ・既設の私製小売店舗の平均面積である約4㎡に準じた区画を1単位として賃貸を行なう。  
区画内店舗の造作はテナント側の工事とする
- ・CDDの管理下におき、定期的な清掃とゴミ出し規則の詳細を定めて実行組織を作る。

11) 公衆トイレ

- ・CDDの管理下におき、各トイレに常駐管理者を置いて定期的な清掃を行う。
- ・トイレット、シャワーの利用料を徴収する

12) ゴミ収集場所

- ・ゴミ箱以外の場所でのゴミ投棄の禁止を徹底させる。
- ・CDDの管理下におき、定期的な清掃とゴミ出し規則の詳細を定めて実行組織を作る。

III その他

- 13) 旅行者の乗下船や離島への生活物資輸送のための船舶の接岸の時間の限定
- 14) ガードマン他、許可証を持たない者の宿泊、仮眠の禁止をより徹底する
- 15) 許可申請制度の適用と、認可されない構造物の建設や大型私物の持込・据付を禁止する

以上

## 5. 事業事前計画表（基本設計時）

|  |
|--|
| <b>1. 案件名</b>  |
| ギニア共和国 ブルビネ零細漁港拡張計画基本設計調査  |
| <b>2. 要請の背景（協力の必要性・位置付け）</b>   |
| <p>ギニア共和国(以下「ギ」国と云う)は、中期国家開発政策文書「ギニア・ビジョン 2010」(1996年)において第一次産業の振興を戦略的重要事項として位置付け、特に水産セクターにおいては、①水産物による食糧供給の安定化、②漁場管理の合理化と魚価の向上による多額で持続的な外貨の獲得、③水産分野の経済的バランスによる雇用創出と拡大に貢献する、などの項目を掲げ、さらに具体的な開発戦略では、「10年間に生産量を年間5～7%アップさせ」、特に「小額の投資と簡易な技術で成り立つ零細漁業の漁獲量を増大させ、その結果として水産業の輸出振興を図る」としている。</p> <p>同セクターは、上位計画に沿った小規模漁業振興に係る水揚基地を含む水産・流通施設の整備が急務となっている。この政策に沿って、我が国の援助で整備され2000年に開港した本計画のブルビネ零細漁港は、同国経済及び水産業の発展に寄与してきた。しかし、首都コナクリー円で水揚棧橋を持つ零細漁港は本漁港のみであること、EU向け鮮魚輸出水揚指定港も本漁港のみであることなどから、利用漁船は開港当初の約2.3倍(約350隻)に、水揚量は約2倍(約5,800トン)に拡大したが、同時に以下の様な問題を抱えている。</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1) 利用漁船や漁港施設利用者の増大に伴い、ピーク時の漁船接岸水揚機能(棧橋、岸壁)や製氷・冷蔵施設、鮮魚小売場、燻製釜など既存設備機能の能力・規模が対応できなくなっており、漁獲後のロスや鮮度劣化を招き、また港内の作業効率も低下している。</li><li>2) 漁港施設利用者の増大に伴い、漁具・漁船積み込み品等の販売店舗、公衆便所などの機能が必要となっている。</li><li>3) 登録されていない行商人や求職者などの蝟集を生じ、これが正規の港内作業の効率低下や商活動の妨げを招き、衛生環境の悪化も助長している。また一方では漁港利用の内規や港湾設備利用協定の不徹底による混雑が生じている。</li></ol> <p>「ギ」国政府は、本零細漁港におけるこれらサイト内の諸施設の規模的な対応が困難となった現状を改善するため、ブルビネ零細漁港の拡張・整備を要請してきた。</p> <p>本プロジェクトは、本漁港の拡充・整備を実施することにより、港内作業の効率化による水揚魚類の品質の向上、漁獲後のロスの削減と水産物流通量の拡大、併せて漁港内の混雑解消と衛生状態の改善を行い、ひいては小規模漁業の振興と発展に資するものである。</p> |
| <b>3. プロジェクト全体計画概要</b>   |
| <p>(1) プロジェクト全体計画の目標(裨益対象の範囲および規模)</p> <p>ブルビネ零細漁港の混雑が解消され、水産物流通量が増加する。</p> <p>裨益対象の範囲及び規模</p> <p>直接裨益：本零細漁港を利用する登録漁民および登録施設利用者約3,400人</p> <p>間接裨益：首都コナクリーを含む周辺住人(消費者)約100万人</p>   |

(2) プロジェクト全体計画の成果

ア ブルビネ零細漁港の水揚施設、製氷・冷蔵施設、燻製施設が拡張され、鮮魚小売市場、漁業関係者棟が建設されて本漁港施設が改修・整備される。

(3) プロジェクト全体計画の主要活動

ア 利用漁船数や施設利用者に対応した漁港施設を改修・整備する。

イ 工事開始前のサイト内清掃および不法投棄物の撤去をする。

ウ 供与後の維持管理体制を確保する。

(4) 投入（インプット）

ア 日本側：無償資金協力 6.66 億円

イ 「ギ」国側：

（ア）本無償資金協力案件の実施に係わる負担額：0.20 億円

（イ）本無償資金協力案件対象施設の改修後の維持管理費：年平均 0.16 億円

(5) 実施体制

主管官庁：国際協力省

実施機関：漁業養殖省

#### 4. 無償資金協力案件の内容

(1) サイト

「ギ」国コナクリ市

(2) 概要

漁港施設の改修・整備

(3) 相手国負担事項

① 工事着工前の建設敷地内の清掃、不法投棄物並びに障害物の除却（ゴミ、放置船他）

② 工事期間中の一時移転と帰還の登録漁港利用者全員への便宜

③ 事業に必要な許認可申請手続きと許可の受給

④ 施設運営の予算、人員の確保（引渡し後の施設立ち上げに関する初期導入費用含む）および適切かつ効果的な管理運営

(4) 概算事業費

概算事業費 6.86 億円（日本側負担 二期計 6.66 億円（一期 4.05 億円、二期 2.61 億円）、  
「ギ」国側負担 0.20 億円）

(5) 工期

詳細設計・入札期間を含め 23 ヶ月（予定）

(6) 貧困、ジェンダー、環境および社会面の配慮

① 建設工事に先立ち「ギ」国は、漁民・施設利用者の一時移転を円滑に行うため、移転対象者の自主的合意の取り付け、移転先の整備、移転費用の負担などを実施する。

② 「ギ」国は、掘削、埋め立てに係る鉱山省の確認申請を行う。

## 5. 外部要因リスク

- ① 「ギ」国の政情・治安が悪化しない。

## 6. 過去の類似案件からの教訓の活用

既存漁港施設の開設後、付帯施設として漁具販売所や貸電話業者などの漁業関係者用店舗、漁具倉庫、屋外燻製釜が漁港利用者により不規則に設置された。しかし、全体の配置計画、動線への配慮が欠けていたことから、港内の混雑を助長し、火災、交通事故の危険性のある施設となっている。本計画では施設開設後に付加された施設を取り込み、再配置することにより、場内動線を整合させ、混雑を緩和させる計画とした。

## 7. プロジェクト全体計画の事後評価に係る提案

### (1) プロジェクト全体計画の目標達成を示す成果指標

| 成果指標                | 現状の数値      | 計画        |
|---------------------|------------|-----------|
| ピーク時の水揚げバースの待ち時間の短縮 | 平均 45-50 分 | 平均 10 分*  |
| 水揚げ量の増加             | 16.1 トン/日  | 17.6 トン/日 |
| 既存私製釜の代替による燻製加工量の増加 | 2.0 トン/日   | 2.4 トン/日  |
| 氷予約漁船への氷の供給率        | 44%        | 90%       |

\*現状と同様の漁船規模(12~19.5m)および漁船数(350隻)の場合(水揚可能潮位時)

### (2) その他の成果指標

特になし。

### (3) 評価のタイミング

2009年以降(協力対象施設竣工後)

## 6. 参考資料/入手資料リスト

| No. | 資料名称   | 発行・年月   | 備考          |
|-----|--|---|-------------|
| 1   | STRATEGIE SECTORIELLE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE EN MILIEU PECHE  | MINISTERE DE LA PECHE ET L'AQUACULTURE<br>2001 10 月                         | COPY        |
| 2   | GUINEE, VISION 2010<br>STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT:<br>SOUS-SECTEUR PECHE DE AQUACULTURE<br>SOUS-SECTEUR ELEVAGE | MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ELEVAGE<br>1997 年 8 月                         | COPY        |
| 3   | EVALUATION DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE<br>"GUINEE, VISION 2010"                            | MINISTERE DU PLAN<br>2005 年 5 月   | PDF         |
| 4   | RAPPOET D'ACTIVITES ANNEE 2004   | MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE                                   | COPY        |
| 5   | ブルビネ漁港の漁獲量 2001-2005<br>水揚量と輸出量  | MINISTERE DE LA PECHE ET L'AQUACULTURE                                      | COPY        |
| 6   | 質問票に関する回答書   | MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE<br>2006 年 3 月                     | ORIGINAL    |
| 7   | コナクリ地図   | MINISTERE DE L'URBANISME ET L'HABITAT                                       | ORIGINAL    |
| 8   | Guinea - Plan national d' action pour l' environnement (PNAE) VOL1 VOL2  | REPUBLIC DE GUINEE<br>1994 年 9 月  | PDF<br>DATA |
| 9   | COUNTRY ASSISTANCE PROGRESS REPORT FOR GUINEA  | WORLD BANK  | PDF<br>DATA |
| 10  | Guinea: Selected Issues and Statistical Appendix   | IMF<br>2006 年 1 月   | PDF<br>DATA |
| 11  | Guinea: Poverty Reduction Strategy Paper Progress Report   | IMF<br>2004 年 11 月  | PDF<br>DATA |
| 12  | Interim Poverty Reduction Strategy Papers (I-PRSPs),   | REPUBLIC DE GUINEE<br>2000 年 10 月   | PDF<br>DATA |
| 13  | 水揚統計資料 2000-2004   | ギニア漁業養殖省  | DATA        |
| 14  | ブルビネ零細漁業における EIA 調査レポート  | 環境省 2006 年 1 月  | COPY        |
| 15  | ARRETE FIXANT LES TARIFS DE PRESTATIONS DES SERVICES DU PAC<br>コナクリ自治港施設運用料金規定細則                                 | SOCIETE NATIONALE PORT AUTONOME DE CONAKRY (PAC)<br>国営コナクリ自治港<br>2006 年 1 月 | COPY        |